AUTOUR DU PROCÈS DES COMPAGNONS À AACHEN



avril 2005
version 1.1

Individualités complices

En couverture
Dessin de Bart De Geeter envoyé de prison : “*Ils peuvent fermer la porte des cellules mille fois derrière nous... notre force et notre détermination brûleront toujours*”.

n’est pas avec une expropriation qu’on devient anarchiste. Et cela, les compagnons eux-mêmes le savent. Simplement, ils ont essayé de briser le cercle. Ne pas se faire complice, telle est la résolution du problème.

Certes, la punition est leur droit. Mais la réussite de l’expropriation, aussi, était dans leur droit, par le simple fait que le droit est seulement l’ensemble de ses propres possibilités, et non une concession externe.

Le Droit est le pouvoir de l’Etat, sa force. Si un individu s’y oppose avec fermeté, avec astuce, et pourquoi pas, avec de la chance, il obtient davantage, parce qu’il risque davantage.

Le droit personnel est seulement la force personnelle, parce qu’à la différence de la force étatique, elle n’est pas autoritaire, quantitative, garantie par un appareil. Elle est complètement différente. Elle est individuelle, n’a pas de lois, dérive uniquement de la conviction des choix. Elle s’impose à travers la volonté personnelle de s’insurger, et seulement en second lieu à travers les armes, lesquelles sont un faux critère d’évaluation. Le banquier, le journaliste, le citoyen-délateur, le juge tirent, et pourtant ils n’empoignent pas d’ ’«armes». Tout comme on peut se rebeller en s’en servant et laisser pointer peu à peu sous l’habit du bandit la toge du juge. Si ce n’était qu’une question de qui tire le plus, nous aurions déjà perdu, avant tout dans nos cœurs et dans nos têtes.

Pour Antonio, Jean, Carlo et Christos, il n’en est pas ainsi. Ce sont des anarchistes, des individus qui ne veulent ni dominer ni être dominés, êtres singuliers en révolte permanente contre la violence de l’Etat et de l’exploitation. Ils avaient besoin d’argent, ils l’ont pris là où il y en a en abondance. Voilà tout.

Le silence et la prise de distance, amplement suggérés par le Pouvoir, ne font qu’augmenter l’épaisseur des murs de la prison dans laquelle ils sont enfermés. Bien différente est la route de la complicité, route qui s’ouvre à ceux qui veulent faire sauter ces murs en l’air.

tés ! (N'oublions pas —l'expropriation, d'accord, l'appropriation, jamais). Mais non. Ils voulaient seulement s'épargner cet esclavage, le leur et celui des autres, qu'est le travail. C'est seulement tous ensemble, quand il y aura la révolution, qu'on pourra attaquer les banques. Pas maintenant. A mi-chemin entre un héroïque passé (dans lequel —mais c'est de l'Histoire, et donc aucun rapport— les figures de l'anarchisme considérées comme sacrées ne dédaignaient pas les braquages) et un avenir dont on n'aperçoit pas même les confins, l'espace dans lequel on reléguera ces compagnons est celui du silence. Mieux vaut n'en pas parler.

Il y a enfin ceux qui, réfugiés dans le spacieux abri de la «non-violence», se dissocient au nom de l'éthique, «par principe», des braquages. Le discours sur la violence et la non-violence est complexe, et certes pas réductible à une banale catégorie. Développé avec cohérence, il finirait par étonner beaucoup de monde. En tout cas, les seuls individus dont les critiques sont dignes d'être prises en considération, sont ceux qui, refusant de faire de la non-violence un vêtement d'emprunt et un drapeau commode, réfutent «par principe» les braquages. Expliquons-nous. Celui qui fait, par exemple, coïncider non-violence et légalité, ne peut se dire assurément non-violent et ses condamnations ne sont pas différentes de celles d'un juge. Si, au contraire, un individu fait de la non-violence une théorie *dangereuse*, qui conduit à des choix radicaux contre l'Etat, vu comme organisation politique de la violence, il pourra refuser le braquage, mais certes pas parce que c'est illégal, risqué ou que ça peut endommager l'image de l'anarchisme idéal et martyr. Sur ce plan, qui de toute façon ne peut pas ne pas inclure le refus de la prison (comme forme extrême de violence), une confrontation est possible. Le reste est bavardage.

En ce sens, de critiques ouvertes, il n'y en a pas eues. Il y en a qui, en revanche, acceptent le recours aux armes, et se permettent de juger un acte comme celui décidé par les compagnons, en disant —mais toujours avec ces phrases insinuantes si semblables à ce qu'on entend à la préfecture de police— que les compagnons finissent par impliquer le mouvement, que ce n'est pas le moment, qu'ainsi ils nous rendent pareils aux criminels. Minables calculs de politiciens.

Allez savoir pourquoi la peur d'être pareil aux autres ne surgit pas quand on travaille, qu'on paie ses impôts, quand on produit du consensus et de la paix sociale, bref quand on exécute ces mille actions qui offrent une base d'appui à l'Etat et au Capital. Qui, anarchiste, peut se lever et dire : mon travail n'implique pas la soumission, l'exploitation des autres et le soutien des pouvoirs dont nous voulons la destruction ? Qui n'est pas complice du policier, complice de son propre patron et de celui des autres ? Qui ?

Evidemment, de ce cercle, on ne sort pas même par le vol, qui peut reproduire les mêmes traits de mentalité boutiquière et de privilège misérable que le travail. Ce

SOMMAIRE

Quelques mots d'introduction

Le 28 juin 2004, près de la frontière germano-hollandaise sur la route qui mène à Aachen (Aix-la-Chapelle), la police veut effectuer un contrôle sur le parking d'une station-essence. Au moment de la tentative de fouille du véhicule, l'un des occupants sort un flingue et tire en l'air avant de s'enfuir avec ses deux complices en prenant un véhicule et ses propriétaires en otage. La jeune femme qui les accompagne est arrêtée sur le champ. Les trois hommes sont pris en chasse par la police, échangent des coups de feu avec elle puis provoquent un accident. Ils relâchent alors les otages et s'emparent d'un second véhicule. Parvenus à un garage dans lequel ils se cachent, ils sont encerclés avant de se rendre.

Ces trois hommes sont Gabriel Pombo Da Silva, anarchiste espagnol évadé des prisons de ce pays depuis octobre 2003 où il a passé vingt ans dont quatorze en FIES, José Fernandez Delgado, anarchiste espagnol récemment évadé de prison où il a passé vingt-trois années et Bart De Geeter, anarchiste belge ex-membre de l'Anarchist Black Cross de Gand. La femme est Begoña Pombo Da Silva, sœur du premier et vivant en Allemagne.

Les trois compagnons sont immédiatement accusés par le procureur de Aachen de tentatives de meurtre (9 fois) et prise d'otage (2 fois). Une carte de la ville de Dresde où seraient indiqués les armureries et postes de police aurait de plus été retrouvée dans leur voiture et tous quatre se trouvent ainsi accusés en plus de plusieurs braquages et tentatives. La police en a d'ailleurs profité pour perquisitionner la maison de deux camarades militantes anti-carcérales de cette ville le 4 août 2004, sous prétexte qu'elles avaient cherché des avocats pour les emprisonnés. Le 12 octobre 2004, Begoña est libérée sous caution et, finalement, c'est en décembre que le procureur les renvoie tous en jugement avec les accusations suivantes : Begoña est accusée de «résistance violente» à son arrestation et d'un braquage de banque commis le 18 juin à Karlsruhe avec José, tous quatre sont accusés de «résistance armée» à la police (à la station essence) et d'avoir planifié un ou plusieurs braquages à Dresde, les trois hommes (José, Gabriel et Bart) sont accusés de séquestration de personnes, vol aggravé de véhicule, violations graves du code de la route, blessure d'une personne et quatre tentatives d'homicide (la poursuite avec les flics avec quatre coups de feu et l'accident) puis de vol aggravé d'un véhicule et double tentative d'homicide (lors du changement de voiture après l'accident et le triple tir contre les flics).

Il nous importe peu de savoir ce qu'ils ont réellement fait ou pas. Ce qui est par contre certain, c'est que ces compagnons anarchistes ont défendu leur liberté avec les moyens qu'ils ont jugé nécessaires sur le moment et qu'il est toujours légitime d'aller chercher de l'argent là où il se trouve en abondance dans les caisses de l'ennemi. Si la presse s'est naturellement déchaînée, parlant tantôt de l'ETA puisqu'il

Le 19 septembre 1994, cinq anarchistes (Eva Tziutzia, Christos Stratigopoulos, Jean Weir, Antonio Budini et Carlo Tesseri) sont arrêtés suite au braquage de la *Cassa Rurale* de Serravalle en Italie. Les quatre derniers reconnaissent dans une lettre publique avoir commis le braquage et ce pour des raisons personnelles. Ils sont condamnés le 30 septembre par le tribunal de Rovereto à 5 ans de prison, excepté Tesseri qui prend six ans comme récidiviste. Tziutzia est acquittée. Le 1er juin 1995, la cour d'appel de Trento les condamne tous (y compris Tziutzia) à 3 ans et quatre mois, quatre ans pour Carlo.

Par la suite, ils seront aussi accusés de deux autres braquages commis le 24 juin 1994 dans le même coin sur la foi d'une repentie, ancienne amie de l'un d'eux. C'est le début de l'enquête Marini pour association subversive, bande armée, etc. qui visera des dizaines d'anarchistes à partir des perquisitions du 16 novembre 1995.

Le texte ci-dessous est sorti avant le procès d'appel dans un dossier publié alors en Italie en solidarité avec ces quatre compagnons.

La résolution d'un problème

Il existe des choix qui ne laissent pas de place au débat d'opinion. L'espace de la discussion est solidement occupé par le bavardage. La condamnation est unanime.

Plonger la main dans les coffres d'une banque fait partie de ces choix-là.

Que des individus décident de ne pas mettre entre parenthèses leur vie pour assurer, en travaillant, leur survie, n'est pas, on en conviendra, rassurant (et pas seulement pour ceux dont le rôle est de défendre la loi). Par dessus tout, quand ceux qui ont mûri ce choix, ce sont quatre anarchistes qui, par dessus le marché —comble d'insolence— déclarent avoir agi pour motifs personnels.

Certes, on ne manque pas de raison pour éloigner de soi un tel geste. Qui défend la propriété, et avec elle l'exploitation, n'a pas de tentations de ce genre ; la dialectique juridique parle clairement : la punition est le droit du délinquant, la prison sa juste récompense.

Mais il y a aussi ceux qui, anarchistes, se disent ennemis de l'autorité et de la propriété. Et là commencent les distinguos. Par-dessus tout, l'image. Une vie passée à dire que l'anarchie est l'amour de tous pour tous, que les anarchistes ne sont pas des délinquants de droit commun, et voilà que quatre rebelles attaquent, arme à la main, une banque. Qu'ils disent au moins qu'ils ont agi pour de hautes finali-

respectons, mais ne venez pas critiquer d'autres formes de lutte et n'utilisez pas pour votre critique les moyens de désinformation de l'Etat. Renseignez-vous d'abord, ensuite vous parlerez.

Enfin, nous voulons pour conclure reprendre la partie positive que vous abordez dans votre brève lettre : «*La mise en pratique des idées anarchistes permettrait de parvenir à un ordre social révolutionnaire dans lequel les êtres humains, en pleine conscience de leur individualité et de manière autonome, s'uniraient pour se renforcer dans la collectivité. Aucun humain ne pourrait alors accepter des structures étatiques, économiques, religieuses, culturelles ou sociales qui empêcheraient la libre réalisation des individualités*». C'est pourquoi l'existence d'une société sans classes est pour les anarchistes une condition indispensable, de même que l'abolition de l'Etat. Tous les moyens sont légitimes pour parvenir à cette forme de société : nous pouvons et devons nous sacrifier pour les valeurs supérieures qui font de nous des personnes, il faut parfois mourir et même tuer pour la justice et la liberté. Dans un monde où les 3/4 de la population souffrent de la mort et de la faim imposées par l'oppression capitaliste, où des enfants et des adultes marchent nus en montrant leurs os, où les femmes possèdent 1% seulement de la propriété mondiale et ne reçoivent que 10% du revenu mondial (sans parler des viols, des agressions, des assassinats perpétrés par les machos serviles de l'Etat patriarcal), dans un monde où les armées et les polices nous oppriment, nous torturent, nous assassinent et nous enferment pour protéger les institutions et les secteurs privilégiés contre les revendications sociales et contre la soif de liberté des peuples ... la révolution violente, le sabotage, l'insoumission, le féminisme et toutes les formes de lutte effectives qui nous unissent constituent un devoir et une obligation.

Xosé Tarrío et Claudio Lavazza,
prisonniers anarchistes
le 4 mai 1997

[Traduit de la brochure *El juicio de Cordoba y otras farsas contra Giorgio, Claudio, Giovanni y Michele. Libertad para los cuatro de Cordoba,* Ediciones anarquistas La Carraca, septembre 2002, pp. 31-33]

<u>Pour leur écrire</u> :
Claudio Lavazza, CP de Albolote, Modulo 2, Ctra de Colomera km 6500, 18 220 Albolote (Granada), Espagne
Giorgio E. Rodriguez, CP Topas M°4, 37 779 Salamanca, Espagne

s'agit d'espagnols, tantôt de dangereux criminels puisqu'il s'agit d'anarchistes, c'est pour mieux tenter de nier cette évidence : les terroristes sont avant tout les Etats et les entreprises, eux qui affament et bombardent des populations entières, exploitent, assassinent dans les prisons, la rue ou au travail des milliers d'exploités chaque année, détruisent et polluent sur une échelle incommensurable, modifient le vivant de façon irréversible. Les plus grands criminels ce sont ces mêmes qui enfreignent chaque jour leurs propres lois, elles qui ne sont en fait qu'un instrument de plus pour imposer leurs intérêts, celui du profit et de la domination.

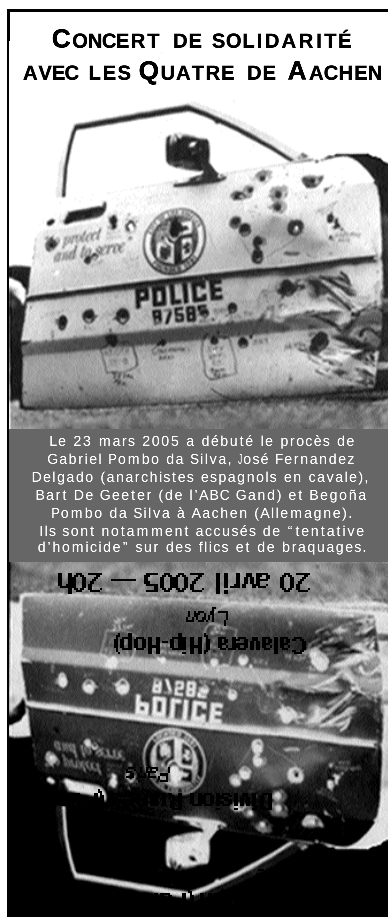
Ce n'est ainsi pas par seul goût du renversement que nous affirmons que si nos compagnons sont anarchistes *et donc* criminels, c'est parce que leur seule «culpabilité» est de ne respecter d'autres règles que celles qu'ils se sont fixés, c'est d'avoir osé lutter et affronter un monde où la réciprocité et la liberté doivent s'arracher malgré et contre tous les valets organisés qui défendent ce système de domination et d'oppression. Car, pour notre part, nous ne reconnaissons ni «coupables» ni «innocents» et laissons bien volontiers ces catégories aux charognes en toge et à leurs souteneurs. Et nous ne cacherons pas non plus que nous sommes complices de ces compagnons. Complices dans leur rage qui s'arme d'abord de courage et de volonté, complices aussi dans leur désir d'une vie qui se passe de frontières, qui franchit jusque les plus hauts murs des prisons et qui tente de s'en donner les moyens.

Cette petite brochure sort au moment où tous quatre passent en procès à Aachen. Les dates fixées sont les 23-24-30-31 mars, 1-7-13-20-22-27-29 avril et 4 mai. Notre contribution, réalisée par des compagnons de plusieurs villes d'Europe et qui sort en plusieurs langues, s'affirme seulement comme le premier geste d'une solidarité qui ne saurait se réduire à des mots, une présence aux débats orchestrés par l'arsenal judiciaire ou à un soutien à des « corps en souffrance », à des compagnons désormais loin de nous et désincarnés. L'une des armes à la disposition de toutes et tous est de continuer la lutte pour l'anarchie qu'ils ont menée à leur façon et continuent de là où ils sont.

Pour conclure, si ce recueil comporte beaucoup d'écrits de Gabriel, ce n'est que parce que ce dernier a fait le choix d'en rendre publics un certain nombre. Cela ne doit en aucun nous faire oublier les trois autres. Nous avons ensuite choisi d'inclure une partie sur la lutte contre les FIES en Espagne, parce que Gabriel y a mené une longue partie de son combat à l'ombre et que Bart, à travers l'ABC, y a aussi pris part. Ce devrait d'ailleurs être l'un de leur axe de défense. Enfin, leur qualité d'anarchistes «supposés expropriateurs» nous a conduit à rajouter à la fin divers textes sur ce sujet, sortis à l'époque en Espagne et en Italie.

Individualités complices,
avril 2005

TEXTES DES COMPAGNONS



réalisé par des compagnons italiens au cours duquel, acte d'autodéfense, deux policières municipales ont été tuées (mais vous ne parlez pas des nombreux tirs des policiers sur ces hommes, qui ont atteint certains d'entre eux et les ont rendus à moitié paralysés), mais vous ne manifestez aucune indignation quant aux millions d'êtres humains qui meurent chaque année à cause du FMI et de la banque mondiale (dont le fonctionnement repose sur la déstabilisation, sur le prêt puis le recouvrement d'intérêts et par conséquent la destruction économique de la zone). Vous parlez au directeur de *El Mundo* de «*l'infinité des heures perdues dans les assemblées anarco-syndicalistes*» mais vous vous consacrez vous-même à cette activité : perdre votre temps à blablater. Vous devriez savoir, ou ils devraient vous l'enseigner à la CNT, que la police est le fidèle serviteur de l'Etat, son outil de répression sur le peuple (dont elle réprime les manifestations spontanées auxquelles elle accourt, contrairement à celles organisées par l'Etat). Ces morts dont vous parlez sont donc le résultat d'un affrontement entre des anarchistes et des mercenaires de l'Etat espagnol. Nous vous informons également que certains de ces compagnons italiens poursuivent actuellement une grève de la faim au mitard afin d'obtenir des amélioration de la dure et annihilante réalité carcérale où nous enferment vos policiers, vos matons et votre passivité, pour avoir fait autre chose que blablater et posséder la carte de la CNT. Vous qui écrivez à Pedro J. Ramirez et compagnie en parlant de l'anarchie comme de «*cet état anarchique*» que vous définissez de manière si contradictoire, que cela soit bien clair pour vous : qui vole et risque sa vie en attaquant des banques à des fins libertaires et sans esprit de lucre n'est pas un délinquant. Cela revient à être un anarchiste conséquent par rapport à la réalité et frapper le capitalisme dans ses fondements, chose qui ne pourrait que vous faire du bien à l'esprit et que nous conseillons à tous les dépossédés de la terre. Car, voyez-vous, nous naissons, hommes et femmes, libres avec des droits et des opportunités égales, à moins que les différentes formes de gouvernement ne viennent le contrecarrer. Il ne doit pas y avoir de différences sociales, puisqu'il y a assez de richesses pour nous tous. Et c'est pour cette raison, parce que nous savons quels sont nos droits et que nous sommes originellement libres que nous protestons et que nous luttons, tandis que d'autres exploitent et réduisent en esclavage. La révolte a tendance à remettre à niveau, tout en étant à la fois naturelle et rationnelle. Plus encore : les personnes opprimées et exploitées doivent être rebelles pour retrouver leurs droits naturels jusqu'à parvenir à participer complètement et parfaitement au patrimoine universel. Car l'unique issue est la lutte de nous qui n'avons rien contre ceux qui ont tout. Sans vouloir vous offenser, nous devons affirmer que, de par votre attitude, vous faites partie des obstacles à la liberté des êtres humains puisque vous la conditionnez à des formules réformistes qui, loin de changer la réalité, contribuent à la faire perdurer, en facilitant l'absorption des idées anarchistes par l'Etat. L'Etat et le Capital (qui remplace aujourd'hui la religion) gouvernent grâce au faux suffrage universel et nous réduisent en esclavage. Et, pour les esclaves, seule la violence rapporte pour se révolter. Vous défendez une autre position et nous la

mages qu'infligent intentionnellement les adorateurs de l'Etat (ou ceux des partis) à l'image de la démocratie authentique (la démocratie directe, l'anarchie), et ce afin de perpétuer le privilège de quelques uns sur les nombreux exploités et déshérités de la Terre. Ceci est indiscutable et il est certain qu'en ce cas la dialectique a donné des résultats : tout le monde a une image erronée de l'anarchie, imposée par les Etats patriarcaux. Aujourd'hui, c'est le tour du marxisme, demain viendra celui des nationalismes (la dialectique et les médias préparent déjà une offensive massive) ... et il en ira ainsi jusqu'à ce que le pouvoir, le Capital détruisent toutes les idéologies de gauche dans le monde, les absorbant, les déformant et les réduisant bientôt à des foyers marginaux. De fait, on observe déjà un grave recul idéologique mondial, les mouvements révolutionnaires et avant-gardistes de gauche adoptant des positions de droite, abandonnant des points essentiels des revendications populaires pour la transformation de la société et n'aspirant plus qu'à une parcelle de pouvoir, des votes sans plus de complications. Sévère déroute que le Capitalisme inflige à la gauche depuis longtemps : déjà les révolutions nous semblent inaccessibles, de nouvelles idées et de nouvelles façons de faire de la politique s'imposent, il s'agit de se délivrer à tout prix des vieilles formules ... Ce ne sont que des excuses destinées à dissimuler l'abandon de tout projet visant à la transformation sociale. C'est triste, mais c'est comme ça : la gauche cède au Capitalisme partout dans le monde (à quelques exceptions près), renonçant à tous programmes révolutionnaires, les transformant en des programmes réformistes d'apparence révolutionnaire (et nous voyons une grande différence entre transformer et réformer). Ce faisant, ils maintiennent les vieux appareils d'Etat, les privilèges et le pouvoir, qui bénéficient au Capitalisme. Dans ce sens, une offensive de la gauche contre le capitalisme mondial est nécessaire avant qu'il ne soit trop tard pour réagir et c'est en cela que l'anarchisme est nécessaire, car il démontre que l'idée d'Etat et de toute forme autoritaire de gouvernement (quelles que soient ses interprétations et ses transfigurations) conduit à l'oppression et au privilège et constitue donc un obstacle à l'égalité (les femmes particulièrement lésées par l'Etat le savent bien) ainsi qu'au droit des peuples à s'auto-gouverner et à s'autogérer, c'est à dire à la liberté.

En second lieu, nous aimerions un peu parler d'histoire et de la réalité à monsieur Dorado quant au banditisme ou autres termes usités pour qualifier les formes violentes de l'anarchisme. Regardons plutôt : l'histoire de l'anarchisme ibérique est pleine de braquages de banques ou de bijouteries, d'expropriations du capital accumulé pour la cause libertaire : Durruti, Ascaso, Sabaté ... Cela vous rappelle quelque chose ? Manifestement, vous n'avez aucune idée de ce qu'est une banque, monsieur Dorado, pas plus que vous ne semblez au courant des effets tragiques (qui se traduisent par des millions de morts par an, la misère sur les trois quart de la planète, des guerres, le chômage, la délinquance...) qu'ont sur l'humanité les spéculations du système bancaire mondial dans son ensemble. Vous vous indignez (et vous vous définissez comme anarchiste) d'un braquage de banque

De l'autre côté

A mes compagnons et à ma famille : j'aurais voulu en finir une bonne fois pour toutes avec ces boulets si pesants que sont la prison, les persécutions, les évasions... je le dis la main sur le cœur ; je m'obstine, je crains d'être voué à vivre constamment avec un passé conditionnant le présent et le futur, ce qui me pousse toujours davantage vers une situation désespérée et surréaliste de tension et de confrontation avec "l'ensemble des choses" qui configurent, façonnent et englobent le monde, l'existence et la vie sous tous ses aspects.

Je ne peux pas, je ne veux pas et je ne dois pas accepter de me soumettre aux logiques dominantes de quelques uns qui, pendant toutes ces années, ont torturé mon/nos cœurs, mon/nos esprits, mon/nos existences et ont prétendu nous orienter/contrôler et nous diriger vers le chemin fallacieusement baptisé " socialisation-normalisation ".

AUX AUTRES

Vous nous/m'avez torturé jusqu'à des limites insupportables ; vous avez failli à tous vos codes de valeurs soi-disant éthiques-morales-politiques par l'usage de vos lois/normes/institutions et représentations formelles... finalement... j'aurais voulu pouvoir faire les choses (toutes les choses) à partir d'une perspective/situation plus facile et plus libre... néanmoins, non contents d'avoir soustrait 20 ANS (peine maximale de privation de liberté sous l'ancien Code Pénal de l'état espagnol ; peine rallongée à 40 ans par le gouvernement Aznar avec un caractère rétroactif) de mon/nos existences, ils veulent aussi me/nous priver de la MÉMOIRE-PAROLE-LIBERTÉ-TOUT... Ça suffit !!! Fini les commandements, la farce, le silence, les humiliations, les tortures... aujourd'hui je suis LIBRE (aussi libre que peut l'être un être humain exilé de sa terre et des siens) et je peux mettre en pratique la PAROLE-ACTION... Je peux dormir avec la conscience tranquille de pouvoir au moins aider et partager avec des personnes/collectifs qui comme moi ont souffert, souffrent et souffriront de la violence des ETATS-INSTITUTIONS-GOUVERNEMENTS-LOIS...

Lorsque les LOIS-NORMES se transforment en instrument de VENGEANCE entre les mains du pouvoir de fait, il ne nous reste plus qu'à les ignorer, dédaigner, dénoncer, attaquer, sous toutes leurs expressions/manifestations... Quand les Droits ne servent que les intérêts et les ambitions de quelques uns, il ne nous reste plus qu'à investir la marge. Je ne vais pas énumérer ici, en de telles circonstances, tous les faits au travers desquels se révèlent TOUS les abus de pouvoir que les ETATS DE DROITS passés et à venir ont commis, commettent et commettront contre nous. Dans l'Etat espagnol, mes camarades pourrissent dans des Unités

Spéciales qui à leurs débuts furent illégales, puis semi-légales et plus tard légales... Un régime, le F.I.E.S. module 1, dans lequel 13 COMPAGNONS de lutte et de rébellion ont perdu la vie depuis son instauration (en 1991) ; le dernier fut mon frère et ami Paco Ortiz... Pas de trêve !!! Jamais vous ne reposerez en paix tant que vous n'aurez pas mis fin à vos secrets militaires ! Nous ne cesserons pas de crier, d'exprimer notre horreur et notre rage envers votre fascisme démocratique afin que vous non plus ne parveniez à dormir tranquille !!!

Je sais que nous sommes presque seuls dans cette lutte contre vous et vos institutions/représentants ; que les temps ont tellement changé qu'il importe peu que quelques compagnons criminalisés soient rendus fous et meurent dans l'indifférence générale ou quasi générale... Personnellement je suis si convaincu et épris de LIBERTÉ, de toutes les LIBERTÉS, que je lutterai avec toute mon énergie, mes sentiments et mes passions pour changer ce monde (ou au moins essayer de le changer) en le détruisant et en en créant un différent de celui que vous nous avez légué avec votre AUTORITÉ/AUTORITARISME.

AUX NÔTRES

Je fais appel à toutes les personnes, collectifs, organisations et peuples qui aujourd'hui en plein 21e siècle luttent pour plus de Dignité, d'Autonomie et de Liberté... Je ne nourris aucun espoir de sortir de cette "aventure", pour cela, je voudrais que je/nous soyons un lien de continuité contre la tyrannie et les tyrans pour toutes les personnes, groupes, collectifs qui se disent amoureux de toutes les libertés...

Je fais appel à ces journalistes (pas ceux qui se font porte-parole des Etats) pour qu'ils soient courageux, dignes, et responsables [sic] et qu'ils entrent dans ces unités spéciales d'Espagne, de France, d'Allemagne, des Etats-Unis etc. et qu'ils voient de leurs propres yeux ce à quoi je fais référence...

Evidemment, je ne nourris aucun espoir que les Etats renoncent à ces instruments de domination et de torture ; ni non plus qu'ils satisfassent les bonnes volontés de ces groupes/organisations/etc. qui dénoncent ces FAITS/SITUATIONS ainsi que d'autres... par exemple le F.I.E.S., le D.E.R.T.... et, plus loin géographiquement mais plus proche dans le temps, la situation des otages de guerre Talibans à Guantanamo (dont le cas juridico-légal est manifestement et absolument injustifiable), les assassinats légaux des Yankees, principalement contre les afro-américains et les latinos.

Le 18 décembre 1996, quatre compagnons (Giovanni Barcia, Giorgio Eduardo Rodriguez, Michele Pontollilo et Claudio Lavazza) sont arrêtés suite à la tentative de braquage de la *Banco de Santander* de Cordoue en Espagne. Deux policières meurent en tentant de les arrêter tandis qu'ils sont criblés de balles.

Ils sont condamnés le 30 avril 1998 par le tribunal de Cordoue. Lavazza prend 49 ans de prison pour «*braquage manqué, vol de voiture, menaces sur la personne d'une policière, détention illégale d'otage et deux assassinats*». Barcia et Rodriguez prennent 48 ans chacun pour les mêmes motifs moins les menaces, Pontollilo prend 3 ans pour «*braquage manqué*». Tous doivent en plus payer des milliers d'euros de dommages et intérêts pour les familles des deux mercenaires tuées. La cour d'appel de Grenade confirmera ce verdict le 29 septembre 1998.

En octobre 1999, Barcia, Lavazza et Pontollilo seront en sus condamnés pour l'assaut du consulat italien de Malaga le 4 décembre 1996, au cours duquel trois individus à visage découvert saccagent le lieu et dérobent 55 000 pesetas, 12 passeports italiens et 20 tampons. Bien qu'un groupe anonyme, les *Corazones Libres*, revendique l'action dans un communiqué envoyé après les arrestations de Cordoue, ils prendront 11 années chacun, ce qui sera confirmé en appel en janvier 2001.

Le texte ci-dessous est sorti en Espagne avant le procès, alors qu'un début de polémique sur l'illégalisme faisait rage, certains militants de ce pays allant jusqu'à refuser le qualificatif d' «anarchiste» aux compagnons.

Lettre à un militant de la CNT

NOUS AVONS LU AVEC STUPÉFACTION une longue lettre d'un militant de la CNT adressée au directeur du journal *El Mundo*. Il critique dans cette lettre le fait que les médias associent l'anarchie au chaos et au banditisme et leur reproche de «*qualifier d'anarchistes des délinquants tels que ceux qui ont attaqué la banque de Cordoba et provoqué la mort de deux policiers locaux*». Passée la stupeur de voir Fernando Dorado Zapata, membre de la CNT, utiliser un média d'Etat pour exposer ses idées, nous avons pensé adéquat d'écrire directement une réponse afin d'éclaircir quelques points de sa lettre bien loin de la réalité et qui par conséquent la déforment.

En premier lieu, monsieur Dorado, nous sommes d'accord avec vous lorsque vous évoquez la déformation dialectique de l'anarchisme par ses nombreux ennemis (Capital, Fascisme, religion ...). En cela, personne ne remet en cause votre raison et votre indignation, vues les graves lésions verbales et dom-

Et pourtant le monde est rempli d'hommes et de femmes "libres" comme tous ceux-là, femmes et hommes qui ne se rendent même pas compte que leur cellule est bien plus petite que la mienne, parce qu'elle ne dépasse pas leur épiderme : ils sont à la fois prisonniers et leur propre prison... prisonniers d'eux-mêmes. Leurs ailes sont engluées par un liquide visqueux et liberticide que les Etats répandent sur les individus, communautés, pour les empêcher de voler et d'observer les monstruosités qu'ils accomplissent sur la terre...

Nous, délinquants, malfrats, hors-la-loi, nous ne sommes pas un problème pour la société, mais un fruit de son problème, nous sommes ses enfants : nous sommes fils de l'inégalité et de l'injustice légalisée, et tant qu'il y aura un monde basé sur l'inégalité, nous serons là, ses fils, en promenade de par le monde, toujours prêts à se réapproprier ce qui est à nous.

Tant que le "système actuel" engendrera des souffrances, il y aura des mains souffrantes prêtes à s'armer contre lui pour être libres. Tant que tout cela continuera à exister, il y aura des consciences prêtes à comploter, subvertir et attaquer l'existant.

Ce sont ces mains et ces consciences, armées par la volonté de combattre, qui me donnent aujourd'hui, ici en taule, la force de vivre et de lutter avec la certitude que, demain, nous serons encore ensemble, unis dans cette même lutte ; que nous continuerons encore, côte à côte, dans le futur, parce qu'il nous appartient.

Je vous embrasse.

Solidarité avec tous les camarades poursuivis, perquisitionnés, persécutés par l'impérialisme bourgeois
Pour la fin du 41bis [les prisons spéciales italiennes] et de tous les régimes d'incarcération spéciaux dans le monde
Pour la libération immédiate de tous les malades en phase terminale ou qui ont une maladie grave
Pour la libération immédiate de ceux qui ont passé vingt ans en prison

La lutte n'est pas un devoir moral mais le plus sublime des plaisirs

Torre Nura,
de la prison de Badh''e karros

[Publié dans *Cette Semaine* n°86, janvier/février 2003, p.12]

Pour leur écrire :
Federico Pais, c.c. Buoncammino, 09 123 Cagliari, Italie
Michele Deroma, c.c. di Badu 'e Carros, 08 100 Nuoro, Italie

AUX MIEN-NE-S

Quant à vous, famille, amis et compagnons, je vous dis que vous vivrez dans mon cœur et que je regrette de vous priver de ma compagnie et de ma présence, il en va ainsi, ainsi me le dicte ma conscience, mon cœur...

Pour ceux qui m'ont laissé seul dans ce choix de lutte et de liberté ainsi que pour les traîtres et ennemis, un sourire empreint d'un mépris profond et éternel.

SALUT, ANARCHIE ET REVOLUTION SOCIALE !!!

Gabriel Pombo Da Silva

P.S. Communiqué de gabriel pombo da silva. il s'est évadé de prison il y a peu. Merci de l'envoyer partout aux compagnons de france et espagne.
(reçu par courrier le 24 janvier 2004)

[Texte paru dans le journal *Cette Semaine* #87, février/mars 2004, p.38]

De l'autre côté

Il m'arrive de temps en temps d'aller sur les pages de "*A las Barricadas*", "*Desde Dentro*", etc... pour voir ce qui y est publié (1).

Si l'IDEE ne m'effrayait pas sérieusement, il y aurait vraiment de quoi rire ou pleurer... en voyant des anarchistes aller jusqu'à oser qualifier Amanda (2) (pour ne citer que l'unE de ces nombreux/euses anarchistes en train de pourrir en prison) de "terroriste" alors qu'en somme ils se taisent face à ceux qui génèrent la terreur, c'est-à-dire : le système, l'Etat, ses institutions et représentants. C'en est d'autant plus pathétique.

Je vois à présent que le 11 mars (3) a remis sur la table le thème violence/non violence...

En ce sens, je m' "approprie" l'interprétation sur ce sujet qu'a faite le Comité Régional de la CNT-Catalogne et la FEL.LA le 12 mars (ça vaut la peine de lire leur communiqué) : « *Nous défendons l'action furieuse et violente qui a pour objet de défendre la vie et la dignité de l'être* [humain]».

Pourtant, en ce qui concerne ma perspective personnelle —dans le sens d'individuelle—, l' "opinion publiée" (et non pas publique comme ils l'appellent) de "ces commentateurs modernes" ne m'affecte ni ne m'importe en rien. Je n'attends ni "votes" ni applaudissement des tribunes. Je considère les choses d'une position plus intellectuelle qu'émotionnelle. Si je devais parler à présent des terrorismes, je parlerai de ceux qui concernent les Etats... Les Etats-Unis, pour ne citer que l'un d'eux, a jeté en 1945 (en août si ma mémoire est bonne) près de 200 à 300 000 bombes... Le 11 septembre 1973, ce même pays a renversé au Chili le Président de la République des Travailleurs, Salvador Allende.

Quant à "notre" 11 mars, il est question de 200 morts... Et si je m'attarde sur "nos" morts (si on en entend par là des paysans, des travailleurs et/ou des voisins), je pense plutôt aux centaines et milliers de morts qui sont restés dans le détroit de Gibraltar... je parle des émigrants qui s'y aventurent à la recherche du "paradis" occidental de façon clandestine, uniquement parce que des individus (politiciens) ont décidé par la loi que certains êtres humains seront clandestins, illégaux, et d'autres non...

Je parle aussi des plus de 50 000 prisonniers qui subissent au quotidien et systématiquement un génocide social, sourd et silencieux, une mort lente et cruelle dans une cellule aseptisée, sans qu'aucun de ces pseudo-pacifistes ne s'indigne autant.

Le 9 février 2001, les camarades Michele Deroma, Federico Pais, Riccardo Sotgia et Salvatore Nurra sont arrêtés au cours du braquage d'une bijouterie à Luras (Sardaigne). Le 13 juillet 2001, Federico, Torre et Ricardo ont pris 5 ans et quatre mois, Michele a pris 7 ans et quatre mois plus un an de contrôle judiciaire (il a pris plus parce que récidiviste). L'appel a eu lieu le 15 janvier 2002 et a confirmé les peines.
Riccardo Sotgia est en semi-liberté depuis le 28 octobre 2004 et Salvatore Nurra depuis le 16 décembre. Federico Pais avait obtenu un permis de sortie en mars 2004, mais il a été révoqué début 2005 à la demande de la préfecture de Nuoro qui indiquait qu'il n'avait pas respecté certaines obligations du contrôle judiciaire. Avec Michele Deroma (à Nuoro), il est donc toujours incarcéré (à Cagliari).

Le texte ci-dessous est sorti avant le procès en appel.

Braquage à conscience armée

JE SUIS UN HOMME LIBRE, et comme homme libre, je suis allé faire un braquage. Je suis libre, même maintenant alors que j'écris derrière les barreaux d'une prison sordide, monument de la démocratie répressive de l'Etat.

Je suis libre parce que je suis hors des murs gris surveillés par les fidèles chiens en uniforme, je suis loin des barbelés rouillés, parce que je vis dans chaque acte de rébellion, je fais partie de chaque révolutionnaire, de chaque prolétaire, de chaque exploité.

Il y en a qui pensent que la solution à leur problème est d'enfermer certains d'entre nous (toujours trop malheureusement !) dans ces quelques mètres carrés, en nous privant de la liberté de nos corps, mais ils ne comprennent pas que la liberté ne réside pas dans les corps.

Est-ce que l'employée qui, tous les matins, va à son bureau qu'elle hait parce qu'elle est victime du chantage de ceux qui lui donnent un salaire misérable pour survivre, est libre ? Est-ce que l'ouvrier, la cuisinière, le mineur, l'enseignant, victimes du même chantage à vendre à bas prix leur corps sur un étalage du "marché du travail" sont libres ?

En quoi sont-ils/elles différentEs des prostituées qu'ils/elles dénigrent tant, ces gens biens ?

Est-ce que la fille, l'enfant, dont la conscience, la moralité, la sexualité sont quotidiennement violés par la morale tordue et religieuse qui imprègne chaque parcelle de notre société, sont libres ?

Est-ce que mon père était libre lorsqu'il a abandonné sa langue pour utiliser celle du patron ? Est-ce que ma mère était libre quand, pour me soustraire à l'exclusion et à la violence de l'impérialisme italien, elle a décidé de ne pas m'enseigner notre langue ?

encore davantage la peur des “ dangereux criminels ”. Quand la presse a eu écho des motivations politiques, les premières histoires de connection avec ETA ont vu le jour — un amalgame qui fait toujours surface lorsqu’il s’agit de l’Espagne. De la part des journalistes qui ne savent rien d’autre que ce que leur mâchent les gouvernements, la police et la justice, nous ne pouvons naturellement pas attendre grand chose de plus.

Nous savons toutefois qu’il s’agit ici de nos compagnons et que eux, tout comme nous, mènent une lutte contre la répression et la prison, contre la pauvreté et l’exploitation, contre l’exclusion et l’aliénation. Leur combat et le nôtre pour des changements sociaux et pour l’anarchisme ne font qu’un.

Ils ont fait ce qu’ils ont fait parce que leur vie et leur liberté étaient en jeu. Parce que la liberté leur est trop chère. Parce qu’ils ne voulaient pas retourner vers les cellules et les chambres de torture espagnoles, parce que la solidarité et la camaraderie sont plus fortes que la peur, parce que l’amitié et l’affection les unissaient. Nous ne doutons pas un instant du fait qu’ils poursuivront la lutte en prison, et nous serons à leur côté. A leur côté parce que les murs ne peuvent pas nous séparer, parce que nous sommes tous prisonniers dans ce monde misérable et son ballet d’injustices, de mensonges et de souffrances, parce que personne ne sera libre tant que nous ne le serons pas tous.

Nous appelons à la solidarité active avec nos camarades capturés suite à leur engagement dans la lutte, pour casser tous les murs, toutes les frontières et pour la liberté de chacun-e !

Les détenus sont dispersés dans différentes prisons et maintenu-e-s en isolement, ce qui signifie qu’ils sont enfermés en cellules au moins 23 heures, qu’ils n’ont pas de contacts avec d’autres prisonniers et qu’ils doivent porter l’uniforme. Toute la correspondance est traduite et lue, la censure est pratiquée. Gabriel est surveillé toutes les demi-heures par l’œilleton et la lumière de sa cellule est arbitrairement allumée, ce qui lui cause des troubles du sommeil. A propos de José, nous savons qu’il n’a pas pu se rendre en promenade une seule fois pendant les premières semaines et qu’il restait donc enfermé dans sa cellule 24h sur 24. Les conditions de détention de Bart semblent être légèrement meilleures, mais il est toujours fréquemment transféré de cellule ou de bâtiment.

ABC-Gand, 7 octobre 2004
abc_gent@yahoo.com

[NB : traduction du communiqué original qui a d’abord circulé en flamand, plus complet à tous les niveaux que sa version française déjà connue]

Au cas où cela serve à quelque chose, je vous envoie ici quelques “statistiques officielles” des morts dans les prisons espagnoles de 1992 à 2001. 245 prisonniers ont été assassinés en 1992 : 22 par suicide, 108 par le Sida, 115 par d'autres causes (non spécifiées). En 1993, 290 prisonniers furent assassinés : 26 par suicide, 139 par le Sida et 125 par d'autres causes. En 1994, 322 prisonniers furent assassinés : 22 suicidés, 155 de Sida et 145 d'autres causes. En 1995, 294 prisonniers furent assassinés : 27 par suicide, 142 par le Sida et 125 d'autres causes. En 1996, 224 prisonniers furent assassinés : 26 par suicide, 116 par le Sida et 82 pour motif inconnu. En 1997, 172 prisonniers furent assassinés : 30 par suicide, 58 du Sida et 84 pour d'autres causes. En 1998, 146 prisonniers furent assassinés : 10 par suicide, 50 du Sida et 86 pour d'autres causes. En 1999, 162 prisonniers furent assassinés : 29 par suicide, 50 du Sida et 83 de causes variées. En l'an 2000, ce sont 123 prisonniers qui furent assassinés : 21 par suicide, 23 du Sida et 79 d'autres causes. En 2001, 143 prisonniers furent assassinés : 21 par suicide, 37 du Sida et 85 pour motif inconnu...

Si toute l'énergie-verbiage que certains mettent à dénoncer la «*violence d'où qu'elle vienne*» était employée à lutter énergiquement contre ce qui la genère, cela changerait quelque chose.

Nous n’avons que ce que nous méritons... et voilà, quelqu'un s'est mis à juger ceux qui nous ont foutu dans cette guerre contre le “terrorisme international”... Pardon ! Il faudrait plutôt parler d'agression, puisque comme l'a dit Chomsky : ... « *une guerre est en place quand les adversaires possèdent des moyens plus ou moins égaux (technologiques, économiques, militaires)* », ce qui n'est pas le cas... et ce n'est pas tout ; en plus, le “peuple”, “la masse” (comme aimait à la nommer Lénine) s'est déclarée contre “notre” participation à cette agression avec le fameux slogan «*Non à la Guerre*»... Mais on le sait bien : il s'était déjà passé la même chose avec le «*Non à l'OTAN*» contre ceux du PSOE [parti socialiste espagnol] lors des élections de 1983, et ainsi de suite...

Nous devons vraiment avoir une mémoire percée pour toujours oublier ces petits détails significatifs de ce que sont l'Etat, ses politiciens et tous ces paniers de crabes...

L'Etat espagnol (comme tous les autres) n'est pas une démocratie comme ils aiment à la vendre ; il n'a jamais respecté les “volontés populaires” ; et comme si cela ne suffisait pas, nous avons la honte de compter dans l'histoire de nos gouvernements des ministres assassins (condamnés pour de graves délits) qui ont à partir des structures mêmes de l'Etat et de certaines institutions créé, financé et participé aux BVE et aux GAL (4)... Des ministres comme Rafael Vera, Barionuevo... (Felipito Gonzalez ?). Des flics comme Dominguez ou Amedo ; des membres de la Guardia Civil comme Galindez (toute une unité) et...

...Et ces dépouilleurs comme Roldan, Mariano Rubio, Mario Conde... ceux du BOE ; et tous les autres “cas” comme Malesa, Filesa... ! !
Et nous pouvons poursuivre en parlant, ne nous gênons pas, des matons assassins comme ceux qui ont battu à mort Agustin Rueda (pour citer un cas fameux) parce qu'il refusait de balancer ses compagnons à propos d'une tentative d'évasion à la prison de Carabanchel... Le ministre —maton en chef— Antoni Asuncion et tous ses subordonnés de la prison de Séville, qui furent jugés pour les tortures sur les prisonniers FIES de la prison de Séville II... Mais ils entrent par une porte et sortent par une autre... Mes amis et compagnons entrent et ne sortent plus ; ou bien les pieds devant, ou seulement lorsqu'ils agonisent et sortent pour aller mourir à l'hôpital.

Et comme nous vivons dans une société si friande de dates, nombres et données, je joins ici une petite liste d'amis et compagnons qui ont été assassinés par tous les responsables du Régime Spécial FIES CD (à ne pas confondre avec les autres FIES) :
Ernesto Perez Barrot, à Villanubla (Valladolid), 1991
José Luis Lopez Montero, à El Acebuche (Ameria), 1993
José Luis Iglesias Amaro, à Picassent (Valence), 27 février 1994
Moises Caamanez Alvarez, à Villanubla (Valladolid), juillet 1994
Isabel Soria Camino, à Villanubla (Valladolid), 1994
Juan Luis Sanchez Gonzalez, à ? ? ?, 29 novembre 1995
Julio Sebastian Moreno Cortes, à Picassent (Valencia), 12 juillet 1999
José Romera Chulia, à Picassent (Valencia), avril 2000
Angel Torrijos, à Torrero (Zaragoza), 25 août 2000
Manuel Pedro Medina Velazquez, à Catre Camins (Barcelona), 25 novembre 2000
Ruben Gonzalez Carno, 2003
Paco Ortiz Jimenez, à Badajoz, juin 2003
Pedro Vazquez Garcia, ? ? ?
(et pardon pour ceux que j'ai oubliés parce que je ne me rappelle plus leurs noms et/ou leurs histoires).

Il y a plusieurs manières de tuer (si tu tues une personne, tu es un assassin, si tu en tues plusieurs, tu es un terroriste, si tu en tues des milliers, tu deviens un agent de l'Etat), mais en général les pires criminels le font avec la plume et le papier dans leur costume Adolfo Dominguez flambant neuf taillé sur-mesure fleurant bon le Coco Chanel n°5.
Et quant à ces falsificateurs qui ne sont que des relais “étatiques” (c'est-à-dire les “journalistes”) : qui peut dire ce qui est une information ou pas, et selon quels critères ?

Nous vivons dans une Société de Spectacle où nous consommons passivement tout ce qu'on nous jette... Personne n'ose questionner radicalement l'ensemble-

un revolver et a tiré une fois en l’air. Dans la confusion qui s’en est suivie, les trois hommes ont pris un couple en otage et se sont enfuis à bord de la voiture en direction d’Aix-la-Chapelle. La jeune femme a par contre été maîtrisée par la police et arrêtée. Les trois hommes ont alors été pris en chasse par la police, des coups de feu ont été échangés, et lorsque leur voiture a provoqué un accident, ils ont laissé partir les otages avant de prendre la fuite à bord d’une autre automobile. Les trois hommes se sont finalement retranchés dans un garage et ont été encerclés par un dispositif policier. L’un des trois a tenté de s’échapper mais a été arrêté, les deux autres se sont rendus.

Les charges retenues à l’encontre des trois hommes par le procureur public d’Aix-la-Chapelle sont : (neuf) tentatives d’homicide, prise d’otages (2 fois), vol à main armée, tentative de braquage et infractions graves au code de la route. Etant donné le déroulement des événements, il est probable que les charges retenues à l’encontre de Begoña soient moindres.

Actuellement, il n’y a aucune enquête ouverte basée sur l’article 129a/b du Code Pénal allemand (terrorisme). Il n’y a pas non plus de demandes d’extradition vers l’Espagne ou la Belgique, étant donné que les faits se sont déroulés en Allemagne. Nous ne savons pas s’il y aura des plaintes émanant d’autres pays de l’UE. Il y a par contre une enquête contre la mouvance internationale de la gauche radicale, ce qui signifie que les anarchistes espagnols, belges et allemands sont concernés par cette enquête et sont visé-e-s en tant que «*réseau international*».

C’est du moins ce qui est devenu évident lorsque le 4 août, à Dresde en Allemagne, la police a fait irruption aux domiciles de deux camarades, toutes deux actives de longue date au sein du mouvement anticarcéral et dans l’organisation Rote Hilfe (Secours Rouge). Il leur avait été demandé par l’Anarchist Black Cross de Gand (Belgique) de trouver des avocats pour les détenus, et depuis ce moment elles suivaient l’affaire ensemble avec l’ABC-Gand. Toutes deux sont maintenant soupçonnées d’avoir préparé avec les quatre arrêtés une attaque à main armée !

Un plan de Dresde aurait été retrouvé dans la voiture des prévenus lors de l’enquête. Sur celui-ci, les armureries et les commissariats seraient indiqués. Un itinéraire de fuite vers la Tchéquie figurerait également sur la carte. Ce plan ainsi que le fait que les deux camarades s’occupaient de rechercher un avocat pour Bart et qu’elles avaient fait une demande de parloir avec lui ont apparemment constitué des raisons suffisantes pour procéder à une perquisition. Lors de la perquisition effectuée par le LandesKriminalAmt Sachsen et la police de Aix-la-Chapelle, des portables, des ordinateurs, des écrits, des lettres de détenus et des habits ont été saisis.

L’une des personnes concernées a porté plainte contre cette perquisition par l’intermédiare de son avocat, mais elle a été rejetée par le tribunal d’Aix-la-Chapelle, considérée comme infondée. Elle a fait appel de cette décision.

L’affaire a d’abord été traitée par les médias comme un fait divers spectaculaire, bon pour faire la une des journaux et étancher la soif de sensation, ainsi que pour propager

Le 28 juin 2004, les compagnons Bart De Geeter, José Fernandez Delgado, Gabriel Pombo da Silva, et Begoña Pombo da Silva (la sœur du premier) sont arrêtés près de Aachen (Allemagne) suite à un contrôle de police qui donne lieu à une course-poursuite et des échanges de coups de feu. En décembre, le procureur rajoute en plus une inculpation de braquage pour Begoña et José qui aurait été commis le 18 juin à Karlsruhe, et une tentative pour tous les quatre à Dresde. Ils passent en procès du 28 mars 2005 au 4 mai.

Le texte ci-dessous est le premier qui est sorti publiquement après les faits, rappelant à la fois l'histoire et affirmant clairement sa solidarité.

Solidarité avec Gabriel, José, Bart et Begoña anarchistes arrêté-e-s à Aachen

Quatre personnes ont été arrêtées le 28 juin 2004 à Aix-la-Chapelle (Aachen) en Allemagne, suite à une fusillade avec la police et une prise d'otages lors d'une tentative d'échapper à un contrôle policier. Il s'agit de Bart De Geeter, José Fernandez Delgado, Gabriel Pombo da Silva, et Begoña Pombo da Silva.

Bart De geeter est un anarchiste belge agé de 26 ans impliqué depuis des années dans le mouvement (notamment dans l'Anarchist Black Cross-Gent) et dans le soutien aux réfugiés.

Gabriel Pombo Da Silva, âgé de 36 ans, est un anarchiste espagnol connu qui a passé 20 ans dans les prisons ibériques, dont 14 années dans les fameux quartiers d'isolement FIES. En octobre 2003, il ne s'est pas présenté à la prison suite à une permission, et a fui l'Espagne. Gabriel est un de ces rebelles sociaux/anarchistes qui s'est battu pendant des années contre l'isolement, la torture et les mauvais traitements dans les prisons espagnoles, au moyen de l'écrit et d'actions individuelles et collectives (résistance quotidienne, grève de la faim, grève de promenade, tentative d'évasion,...).

Agé de 44 ans, José Fernandez Delgado est un anarchiste espagnole qui a passé au moins 8 ans dans les prisons espagnoles. Il s'est également évadé et vivait clandestinement.

Begoña a 34 ans, c'est la sœur de Gabriel. Elle habite en Allemagne et a une fille de 7 ans. En dehors du fait qu'elle soit la sœur de Gabriel, elle n'a aucune relation avec le mouvement anarchiste.

Les quatre ont été appréhendés peu avant midi dans une station service juste après la frontière allemande, sur la route d'Aix-la-Chapelle. Le prétexte invoqué fut un contrôle anti-drogue. Lorsque les policiers ont voulu fouiller la voiture, l'un des quatre a sorti

des-choses, et notamment parce que pendant que nous sommes occupés à être exploités, nous ne prenons ni l'envie ni le temps de nous faire une idée générale du contexte dans lequel s'écoule notre existence concrète, en faisant de notre vie une répétition sans fin... Et parce que tout (les espaces, les territoires, les individus, les concepts, les mots) est créé, pensé (dessiné ?) et digéré par "nous" de façon à ce que nous soyons les spectateurs-sujets passifs de cet ensemble-des-choses, nous finissons par nous limiter à répéter comme des caricatures ce que d'autres nous commandent de dire... Mais merde, où sont la liberté, le respect, la dignité, toutes les possibilités ?

Tout cela ne se trouve-t-il pas précisément dans le déroulement insurrectionnel ? Ce qui est étatique est contre la vie ; le dynamisme et l'agir, telle est la nouvelle dialectique "délinquante"...

Voilà déjà de quoi discuter... bien que nous désirions bien plus de complicité...

Con insurrecta anarcruz

Gabriel Pombo Da Silva,
Avril 2004

Ndt :

1. Sites internet espagnols qui suivent la lutte contre les FIES :
http://www.nodo50.org/desdedentro/
http://www.alasbarricadas.org/
2. L'anarchiste Amanda Cerezo Garcia est incarcérée en préventive depuis juillet 2003 pour l'envoi d'une lettre explosive à un parti fasciste (qui a pété dans une poste avant), les incendies d'une grue et d'un distributeur de billet en solidarité avec les prisonniers. Actes qu'elle a revendiqué dans une lettre publique après son arrestation.
3. Le 11 mars 2004, plusieurs bombes explosent dans une gare de la banlieue de Madrid, faisant 200 morts et des centaines de blessés.
4. Les GAL étaient des officines de l'Etat espagnol chargées d'assassiner des militants basques, notamment en territoire français, dans les années 80.

[Texte paru dans le journal *Ligne 12b* #9, juillet 2004, pp.2-4]

Chers compagnons,

Je vous écris pour vous faire connaître ma situation, celle de deux autres compagnons et de ma sœur Begoña. Comme je suis soumis à la censure, je ne peux parler des motifs de mon arrestation. Je ne sais rien des deux autres personnes arrêtées avec moi, parce qu'ils nous ont mis dans des prisons différentes. Ici, nous sommes en isolement, sans aucun contact avec les autres détenus. Nous sommes revêtus d'un uniforme gris et bleu-azur et enfermés 23h/24. Toutes les demi-heures, ils ouvrent le judas de la porte et nous empêchent de dormir. Un vrai style de détention pour Talibans...

Ma sœur est incarcérée bien qu'elle n'ait rien à voir avec nos activités anarchistes, juste parce que c'est ma sœur. En ce qui me concerne, il n'y a rien à faire. Je suis coupable d'être un anarchiste et de continuer mes activités.

Je n'attends rien de la justice allemande, comme d'aucun autre tribunal bourgeois. De fait, ils veulent maintenant non seulement m'incriminer pour ce que j'ai fait, mais aussi pour des histoires espagnoles (j'ignore lesquelles, vu que je me suis enfui de ces pays), nous verrons bien ce qu'ils inventeront. Peu importe que je n'ai rien commis d'illégal au cours de mon séjour à l'étranger, ils m'accuseront de ce qu'ils voudront même si je refuse de participer à leur farce... Qu'est-ce que je peux attendre d'un tribunal en tant qu'anarchiste ? J'essaie de le demander à Granado et Delgado, Sacco et Vanzetti, Severino di Giovanni, à tous ceux de l'enquête Marini... Les exemples nous font avancer, et la mémoire est là pour être consultée. Je suis l'unique responsable de tout ce qui s'est passé ; les autres sont détenus parce qu'ils sont anarchistes. Et elle parce que c'est ma sœur.

Vous savez que je n'ai jamais fui mes responsabilités morales, mon éthique anarchiste me l'en empêche. La seule chose qui me fait chier c'est qu'ils enferment à l'intérieur les autres alors qu'ils n'ont rien fait. Diffusez cette lettre. Restez forts... l'anarchie est inévitable !!!

Une forte accolade

Gabriel Pombo Da Silva,
septembre 2004

[Texte paru dans le journal *l'envolée* #12, novembre 2004, p.29]

AUTOUR D'ANARCHISTES EXPROPRIATEURS...



causé à de nombreux compagnons. Il ne faut pas oublier que pour la majorité des prisonniers FIES, nous avons déjà plus d'une dizaine d'années en cellule d'isolement derrière nous, et beaucoup d'autres compagnons en comptent entre quinze et vingt. Ce qui peut vous donner une idée de ce qu'est la réalité à l'intérieur des prisons espagnoles pour ceux qui osent s'affronter à elles : le risque est réel de pourrir et de mourir dans un cachot, seul et massacré, ici le fascisme est palpable (je pense aussi que c'est une conséquence de cette vague de néofascisme qui, une fois de plus, dévaste l'Europe).

Pour terminer ce bref article que j'écris pour expliquer un peu ce qu'est la prison et ce qu'est le FIES, il me faut dire que toute répression et toute torture repose sur un fait fondamental : l'impunité avec laquelle leurs auteurs-bourreaux peuvent les mener à bien ; c'est pour cela qu'il est indispensable de faire connaître la situation des départements FIES dans l'Etat Espagnol, car cette situation pourra se reproduire demain dans n'importe quel autre pays, comme elle s'est déjà produite en Allemagne, en France, etc. C'est pourquoi il faut dénoncer ce gouvernement fasciste et démasquer sa politique pénitentiaire et sa brutalité. Ce n'est peut-être qu'ainsi que nous pourrons alléger un peu les dures conditions de vie dont nous souffrons ici, à l'intérieur, tout en créant les conditions pour pouvoir un jour rayer de la face de la terre ces hontes de l'humanité qu'ils appellent prisons et qui ne sont rien d'autre que des chambres de terreur où un système injuste impose sa loi par la répression et l'injustice.

Des prisons de l'Etat espagnol, un salut et un cri de résistance... Salut

Xosé Tarrío

[Traduit de la brochure *El juicio de Cordoba y otras farsas contra Giorgio, Claudio, Giovanni y Michele. Libertad para los cuatro de Cordoba,* Ediciones anarquistas La Carraca, septembre 2002, pp. 48-50]

Extrait de *Journal et recueil d'idéaux d'un délinquant*

La révolte

La révolte anarchiste est déjà un fait, une réalité, une projectualité et un projet qui est en mouvement... nous sommes certaines personnes dans certains lieux ; unis par affinité de projets, organisés informellement et de façon diffuse sur le territoire...

Nous sommes les anarchistes et les rebelles sociaux en mouvement ; ceux qui se sont fatigués et se sont rebellés contre l'ensemble de l'existant sous tous ses aspects... Nous ne sommes l'avant-garde de rien ; nous ne représentons que nous-mêmes et vivons avec intensité nos désirs et passions...

Nous assumons nos responsabilités avec dignité et vaillance ; ni les juges ni les condamnations ne pourront en finir avec la révolte... tant qu'existeront la révolte et les rebelles réfractaires à toute autorité et autoritarisme, existera la tension et le conflit avec/contre l'Existant...

La révolte ne se termine pas lorsque le rebelle «passe en justice» et est incarcéré par un tribunal bourgeois... Au contraire, le rebelle croît face à l'adversité, et ainsi se renforce son caractère, c'est là où les supposés doutes qu'il pourrait avoir se muent en certitudes irréfutables ; c'est là qu'il comprend la nature assassine et dégoûtante de l'Etat et de ses sbires ; c'est en prison que le rebelle se détermine définitivement.

Affûtons nos vies... l'Anarchie est inévitable.

L'expropriation est nécessaire

Quel que soit le projet que l'on veuille mettre en œuvre et en pratique, il y a besoin du «vil argent»... Nous vivons dans une Société-Système capitaliste et nous savons tous que le travail salarié, les collectes et les concerts ne procurent pas suffisamment d'argent pour nos projets.

C'est la même chose que tu sois un anarchiste qui développe ses activités dans une organisation formelle, informelle ou individuellement... Combien de fois as-tu abandonné un projet par manque de fonds ?...

Les Banques et les Bijouteries sont là, attendant que tu t'armes de courage pour les exproprier de ce qu'elles ont de plus que les gens comme toi... afin que tu puisses éditer tes livres, et pour que ta propagande soit de meilleure qualité et quanti-

té... afin que tu puisses louer ou acheter une vieille maison et la restaurer avec d'autres compagnonNEs et la transformer en un centre, athénée ou tout ce qu'on veut... afin qu'on puisse monter une imprimerie... afin qu'on puisse financer l'évasion de certainEs compagnonNEs incarcéréEs ou ce qu'on voudra...

Ce n'est pas si difficile, elles sont à la vue de tous, ont des horaires, des habitudes... et tu ne dois pas seulement penser à la structure... je veux dire que nous regardons parfois la Banque ou la Bijouterie et que nous pensons que ce n'est pas pour nous, que nous ne sommes pas des professionnels, que l'entreprise est énorme...

Parfois, il suffit de suivre le directeur de la Banque ou le propriétaire de la bijouterie et de localiser sa tanière...

C'est le meilleur endroit pour le chasser...

Il faut être "contondant", si tu réussis à le terroriser psychologiquement, tu éviteras de devoir le faire physiquement, mais il est clair que dans un premier moment un coup sur la tête ouvrira les portes de sa compréhension... Evites le «nous sommes anarchistes» et tout discours, il s'en fout... au contraire, ça l'effraie plus si tu lui parles à la manière des «délinquants»... par exemple : «*Regarde mon grand, ou tu me donnes tout ou tu peux faire tes adieux*»... «*Demain matin, je m'en vais avec toi et mon ami reste avec ta famille, si tu me donnes tout il ne leur arrivera rien*»...

Il n'est pas besoin d'avoir des égards avec les capitalistes, pas plus qu'ils n'en ont pour nous ; on fait ce qu'on doit faire... On réserve la tendresse aux moments où nous sommes entre complices de la révolte ou de l'amour... La violence lorsque nous sommes dans le feu de l'action, qu'elle soit expropriatrice ou explosive...

Ne nous trompons pas ; dans la guerre, c'est toi qui poses les règles... il n'existe pas de manuel pour les braquages, tout est affaire d'imagination, information, planification et exécution...

Si tu veux que tout soit «fluide» et «dynamique» et ne stagne pas... bouges-toi, penses, cherches, agis...

Agis compagnon !... L'expropriation est possible et nécessaire...

Gabriel

[Extrait de *Diario e ideario de un delinquente - Consideraciones innecesarias para la revuelta anàrquica*, écrit par Gabriel Pombo Da Silva dans la prison de Aachen, et qui a commencé à circuler en espagnol en décembre 2004]

nels des autorités pénitentiaires et judiciaires dont l'objet était de toucher la société et de demander de meilleures conditions de détention dans les prisons espagnoles. Le FIES, créé par celui qui est ensuite devenu Ministre de l'Intérieur, Antoni Asuncion, a été étudié et appliqué afin de détruire l'APRE et de séparer du reste de la population recluse les prisonniers considérés comme les plus combatifs ou les spécialistes de l'évasion, ce qui a donné lieu à une prison à l'intérieur de la prison. Une fois opérée la sélection des prisonniers, on les divise en petits groupes et on les transfère un par un dans les modules FIES flambants neufs ou quartiers spéciaux, où tout contact avec la population pénale sera impossible, ce qui facilitera le travail de répression à leur encontre. On les dépouille de leurs vêtements et on leur fournit des bleus de travail et des sandales pour se vêtir et se chausser ; on bloque leur correspondance et on leur limite le courrier ; on les sort seuls en promenade sans qu'ils aient fait l'objet d'aucune sanction et on leur retire en journée le matelas, réintroduit pour la nuit ; pour les transferts, ils sont déshabillés dans l'enceinte pénitentiaire et menottés, puis conduits, escortés par quelques surveillants armés de matraques et de barres de fer ; les procès se tiennent le jour même et ils ne voient personne pendant le transfert ; ils se prennent sans arrêt des raclées, des insultes et doivent en permanence rester en cage ; cela dure parfois des jours entiers où ils restent entravés à l'intérieur des cellules à la merci de groupes de surveillants ... et un long etcetera vient caractériser le FIES dans les prisons de l'Etat espagnol, dès sa création en 1991 et jusqu'à aujourd'hui.

Actuellement les dures luttes que nous avons menées à l'intérieur et au cours desquelles nous avons perdu plusieurs compagnons, et le soutien que nous avons reçu de la part de collectifs anti-carcéraux, ont réussi à faire entrer la question du FIES dans la société, de sorte qu'il n'est déjà plus possible de l'appliquer de manière généralisée comme c'était le cas il y a six ans ; aujourd'hui, nous disposons de matelas et d'appareils, de vêtements personnels, et nous commençons à effectuer des trajets avec les autres prisonniers ... on n'intervient pas dans le courrier de tout le monde et il n' y a plus que quelques endroits où l'on nous enchaîne pour les transferts. Cependant, la répression reste présente, prête à s'abattre à n'importe quel moment : Jaen 2, Huelva, Valladolid, etc. sont des prisons espagnoles dans lesquelles le FIES est maintenu sur des compagnons prisonniers, dans lesquelles on torture et on réprime par plaisir et dans lesquelles les prisonniers résistent grâce à leur courage et à leur solidarité. Etre en FIES signifie qu'ils peuvent te faire ce qu'ils veulent à n'importe quel moment, qu'ils ont carte blanche sur toi, considérant que les FIES sont des prisonniers incorrigibles contre lesquels il convient d'utiliser la violence légale, la torture et les cellules de châtiment. Depuis 1991, quatre compagnons sont morts sous ce régime : Ernesto Perez Barrot, Moises Caamanez, Jose Luis Iglesias Amoros, Jose Romera Gonzalez. Pour un cinquième compagnon, ils ont mis des cordes dans sa cellule et ils l'ont frappé tous les jours jusqu'à ce qu'il se pende en 1995 à Jaen 2 ... sans vous raconter les dommages psychologiques que toutes ces années d'isolement et de répression ont

Qu'est-ce que la prison ?

Si l'on me demandait ce qu'est la prison, je répondrais sans hésiter que c'est la poubelle d'un projet socio-économique précis, dans laquelle ils déversent toutes les personnes qui dérangent la société : c'est pourquoi la prison abrite principalement des pauvres...

L'idée de prison apparaît dans l'histoire comme moyen d'enfermer et d'isoler de la société ces personnes que les autorités considéraient comme gênantes ou subversives pour ses doctrines et ses normes. Tout au long de l'histoire, la prison et ses cachots ont revêtu différentes formes ; mais toujours, absolument toujours, elles ont été un instrument du pouvoir imposé, le moyen coercitif des rois, des militaires et des politiciens. Pour être exact, la prison naît de la nécessité du Gouvernement, de l'Etat de s'emparer du droit exclusif de châtier, c'est-à-dire de l'exclusivité de l'usage de la violence sur les personnes libres. Elle tire son utilité et sa fonction de la nécessité qu'ils ont de faire valoir leurs lois au moyen de la terreur et de la torture, afin de détruire les ennemis du système en vigueur et toutes les personnes insoumises à leurs codes et lois. Mais sans doute ont-elles également une origine sociale : le contrôle par le pouvoir des déshérités et des pauvres, de l'immense masse de pauvreté et de marginalité qui se meut à l'intérieur des sociétés modernes, afin de freiner en grande partie le mécontentement social, en réprimant constamment les couches sociales les plus contestataires. Nous pouvons donc déjà conclure de tout cela que la taule, les prisons modernes, sont un outil de l'appareil gouvernemental au moyen duquel il consolide son pouvoir ; qu'elles naissent de la nécessité du pouvoir de contrôler le peuple, de la nécessité de le réguler, de l'ordonner, de le sélectionner et, en définitive, de le maintenir en liberté conditionnelle, assujettie à un Code pénal et à quelques lois injustes votées sans consultation de la population, faisant planer la menace permanente de la prison au dessus de leurs têtes.

Si les prisons furent créées pour y enfermer les pauvres et tous les insoumis à l'ordre établi, ici, à l'intérieur des prisons espagnoles, on a créé le FIES pour y enfermer et y enterrer vivants ceux qui ont défié et combattu le pouvoir à l'intérieur de la prison. Le FIES (Fichero Interno de Special Seguimiento, Fichier Interne de Suivi Spécial) constitue de la part de l'Etat espagnol l'une des plus graves violations des droits de l'homme de ces dernières années. Etant un régime spécial, il n'est pas régulé, pas même par sa propre loi. C'est une sorte de carte blanche donnée aux surveillants pour réprimer à leur guise une série de prisonniers organisés face aux Institutions Pénitentiaires. Il a commencé à être appliqué en 1991 suite à la reconstitution de l'APRE (Association des Prisonniers en Régime Spécial), une organisation de prisonniers conscients des problèmes carcéraux, et après une vague de mutineries et de séquestrations de surveillants ou de person-

Histoire d'un enfant

Je connais l'histoire d'un enfant, né dans un pays sous dictature fasciste. C'était le fils d'une famille très pauvre qui passait ses journées entouré d'animaux, était toujours sale parce qu'il aimait grimper aux arbres, entrer dans les caves (où il pensait trouver des trésors de rois antiques ou de pirates) et jouer à être un indien sauvage.
Un jour, l'ingénu chuta d'un toit en poursuivant un papillon coloré. Alors qu'il tentait de l'attraper, il oublia où il se trouvait et... finit à l'hôpital, la bouche cassée.
A l'école, les maîtres le frappaient parce qu'il parlait une langue indigène et que cela ne plaisait pas au dictateur. Aussi, chaque fois qu'il le pouvait, l'enfant s'échappait dans la forêt, où il s'émerveillait de tout.
Un jour, ses parents décidèrent de partir pour un autre pays... un pays où les hommes, les femmes et les enfants étaient plus blancs. Un pays où (disaient ses parents) ils auraient pu vivre plus libres, où ils auraient pu gagner de l'argent et sortir de la misère, acheter une grande maison et être heureux.
Les parents disaient à l'enfant : «*Il y a dans ce pays une chose qu'on appelle neige, qui est blanche et froide, et qui tombe du ciel pour ton anniversaire*».
L'enfant ne comprenait pas pourquoi il devrait lâcher son bois, le soleil, la pluie, la mer, les fleuves, sa terre... Il ne comprenait pas ce qu'était la pauvreté, peut être parce qu'il n'avait pas besoin de choses matérielles et qu'il lui importait peu de porter des vêtements reprisés.
Et il ne comprenait pas la liberté parce qu'il était déjà libre.
Au début, il était content de partir de sa terre parce qu'il voulait connaître «*la neige qui tombe du ciel pour ton anniversaire*» comme le lui avait raconté sa mère. Et aussi parce qu'il n'avait jamais vu «*des hommes et des femmes blancs, très blancs avec des cheveux blonds comme l'or*»... et parce qu'il ne devrait plus aller à l'école où il était frappé parce qu'il parlait sa langue indigène...
C'est ainsi que l'enfant partit pour la terre des blancs aux cheveux blonds comme l'or et où la neige tombait du ciel pour son anniversaire...
C'était la vérité... la neige tombait du ciel pour son anniversaire, les gens étaient très blancs, beaucoup avaient les cheveux blonds comme l'or et rouges comme les tomates, oranges comme les carottes et bruns comme les châtaignes. Ils parlaient une langue plus difficile que celle du dictateur. C'était une langue sèche et coupante, militaire. Les gens étaient froids et tristes comme la neige. Rapidement, l'enfant couleur feuilles d'automne voulut rentrer sur sa terre... Cet endroit où il ne comprenait pas les autres enfants, où on ne regardait pas avec de la douceur dans les yeux, où aucun sourire n'éclairait les visages, ne lui plaisait pas. Il s'établit pourtant là et apprit la langue des gens aux cheveux et à la peau claire sans sourire aux lèvres. L'enfant grandit et apprit l'histoire de sa terre à travers les récits des exiléEs politiques... c'est ainsi qu'il sut que sa terre n'était pas celle du dictateur et de ses amis mais qu'ils avaient remporté une guerre, qu'ils avaient

étouffé la révolution et rempli sa terre de sang et de misère... et pour cela que les indigènes comme nous furent condamnés à fuir d'un pays à l'autre...
L'enfant écoutait avec tristesse les histoires de larmes, de sang et d'oppression des exiléEs.
Il sut que ceux-ci ne croyaient pas en eux et buvaient de l'eau de feu pour oublier et entonner des chants de la république, du front populaire et de la révolution.
Un jour, l'enfant parla avec un des anciens combattants défait par l'eau de feu et lui dit très sérieusement : «*Don Antonio, je m'en vais lutter pour la révolution, je n'oublierai jamais les chansons de la révolution, je vais faire de ma vie un exemple d'orgueil et venger les/nos mortEs, les personnes torturées et vaincues. Je le jure sur dieu, Antonio*».
Don Antonio commença à pleurer d'émotion et l'enfant ne comprit pas pourquoi ce vieux pleurait ainsi, le vieil homme qui chantait des chansons révolutionnaires.
L'enfant est parti seul en chantant dans sa langue indigène, le poing serré, une vieille chanson révolutionnaire :
«*De noirs tourments agitent l'air,*
Des nuages obscurs nous empêchent de voir
et même si on attend la douleur et la mort
le devoir nous appelle contre l'ennemi.
Le bien le plus précieux est la Liberté
on doit le défendre avec foi et courage
levant le drapeau révolutionnaire pour
le triomphe de l'émancipation
aux barricades. Aux barricades
pour le triomphe de l'émancipation».
C'est ainsi que le grand-enfant est retourné à sa Terre lutter pour la Révolution.
Après de nombreuses batailles, le grand-enfant est devenu un enfant-homme et fut contraint de survivre vingt années de torture sans Soleil, Eau, Arbres et Animaux.
Un jour, il a réussi à s'échapper et a continué à lutter et à parler de la Vie, de l'Amour, de la Révolution et des Rêves. Enfermé une fois encore, cet enfant-homme continue de sourire ; et ses yeux sont deux olives noires avec le soleil pour pupille. Et tous les hommes (blancs) en ont peur parce qu'il ne pleure ni ne tremble, ne veut rien d'eux.
Il veut seulement que son sourire soit contagieux et que son cœur donne force à ceux des enfants qui ont oublié que rire recompose les choses et qu'il existe un Nouveau Monde pour ceux qui regardent avec amour la Rose des Vents.
Et Colorin Colorato ce récit
est encore loin d'être terminé...

Nous vaincrons.

Gabriel,
février 2005

Au niveau législatif, le gouvernement Aznar, profitant de l'hystérie anti-terroriste, de la guerre en Irak etc., a procédé en mai 2003 à une réforme sur la peine de prison effective maximale : celle-ci est passée de 20 à 40 ans pour les délits les plus graves et ceux liés au terrorisme. Pour beaucoup de détenus, cela signifie qu'ils n'en sortiront pas vivants : mort lente... Dans les prisons, la répression continue de battre son plein avec des transferts constants, la censure, les privations diverses, la mort. Le 14 février 2002, Antonio Falces Casas est décédé après son transfert de la prison de Quatre Camins vers l'hôpital, des suites d'un cancer qui n'a jamais été traité. Le 4 janvier 2003, Ruben Gonzales Carrion s'est suicidé à la prison de Pontevedra. Le 17 juillet 2003, à la prison de Badajoz, Paco Ortiz écrit une dernière lettre avant de se suicider à son tour. Plusieurs codétenus ont mené des grèves pour exprimer leur rage et leur peine, et pour protester contre ces suicides imposés : « *chaque mort en prison est un assassinat d'Etat* ». Depuis 1991, 14 compagnons sont morts dans les prisons espagnoles.

[Traduit à partir de la brochure « *Wij vragen geen toestemming om vrij te zijn* », Anarchist Black Cross - Gent, mai 2004, pp. 3-10]

Le FIES en Espagne

Le F.I.E.S. (Fichier Interne de Suivi Spécial) a été créé par une simple circulaire rédigée par le directeur général des prisons d'alors, Antonio Asuncion, qui fut pendant un temps chef du Parti Socialiste d'Alicante. Bien que suspendu momentanément par la Cour Constitutionnelle en 1997 suite à une plainte déposée par deux prisonniers, le régime F.I.E.S. existe encore aujourd'hui. Le nouveau règlement pénitentiaire prévoit par l'article 93 un régime se composant de :

— L'ISOLEMENT : promenade ou plutôt simple sortie de cellule dans une cage individuelle pendant 3 heures maximum avec éventuellement une autre personne.

— ABSENCE DE LIMITE DANS LE TEMPS : normalement le statut d'un détenu est révisé tous les trois mois, mais en réalité il est incessamment reconduit de telle manière que l'isolement peut durer des années, voire des décennies...

— CONDITIONS DE DETENTION : complètement soumises aux caprices de l'administration et du personnel pénitentiaire. On peut censurer, limiter la quantité de courrier, refuser les parloirs, effectuer des fouilles corporelles totales avec utilisation arbitraire de rayons X, observer continuellement, torturer physiquement et psychologiquement, les promenades s'effectuent dans une cage...

L'unité et la continuité du mouvement sont donc assurés par les quatre revendications de base, par des actions collectives ponctuelles, l'élargissement et le renfort des coordinations dedans et dehors, des débats sur les luttes en prison, et la place qui leur est accordée dans la lutte sociale et politique. Pendant toute l'année qui a suivi, et jusqu'à aujourd'hui, circulent pléthore de lettres, de communiqués, de témoignages écrits par des prisonniers en lutte, témoins de la terreur quotidienne et de la répression qu'ils subissent ainsi que de la résistance et de la lutte menées derrière les murs (txapeos, grève de la faim, grève du travail, envois de lettres, sabotages...). Dans la rue s'est également tenue une myriade d'actions dans toute l'Espagne — manifestations, réunions d'information, conférences, actions directes...

Au niveau international, beaucoup de détenus espagnols en lutte ont également participé à des actions de solidarité avec les prisonniers turcs qui se sont insurgés contre l'apparition des prisons de type F. La lutte en Turquie (avec une grève de la faim qui se poursuit, l'assaut des militaires contre les prisonniers le 19 décembre 1999, la lutte des familles), ou la lutte des prisonniers aux Etats-Unis, comme avec la grève de la faim collective dans les quartiers d'isolement au Texas en septembre 2001, montrent clairement que la lutte contre l'isolement est une réalité dans le monde entier.

En mars 2002, a eu lieu une nouvelle grève de la faim collective à laquelle 500 détenus ont participé dans 38 prisons. Le succès de cette initiative fut en bonne partie dû à l'importante mobilisation dans les quartiers des femmes (par exemple à Alcala). Le silence des médias, imposé par le ministère de l'Intérieur, fut une fois de plus assourdissant... Le 28 mai, une révolte a éclaté à la prison de Quatre Camins en Catalogne. Poussés à bout par la violence des matons et le tabassage récent de deux jeunes détenus, plus de 250 prisonniers ont entamé une grève du travail. Un comité de grève s'est formé, il a posé 12 revendications et a demandé un entretien avec le Directeur de l'Etablissement Pénitentiaire en présence du conseiller du ministère de la Justice catalan et de la Croix Rouge. Après le début des pourparlers, il s'est avéré que la direction ne lâcherait rien. Le jour suivant, les Mossos (policiers anti-émeute catalans) ont assailli la prison et la résistance a été sauvagement réprimée. Cette fois-ci, les médias n'ont pas pu ignorer l'événement. Ils ont à nouveau répété la version des autorités : tout aurait été déclenché par un petit groupe de prisonniers qui se seraient révoltés car ils ne voulaient pas aller travailler et qui a été maîtrisé par la police et les autorités pénitentiaires. Pas un mot sur les agissements que dénoncent les prisonniers depuis trois ans. Les journalistes regardent de l'autre côté quand parlent les prisonniers, et ils servent leur soupe habituelle : il n'y a ni violence ni mauvais traitement en prison, pas de régime spéciaux basés sur l'isolement, pas d'exploitation de leur force de travail, pas de dispersion géographique loin des familles et des proches, pas d'incarcération de personnes atteintes de maladies incurables, pas de détenus enfermés pendant des décennies.

En souvenir de Xosé...

Xosé Tarrío est mort le 2 janvier 2005...

Bien qu'il soit mort, les autorités n'ont pas voulu rendre le corps de Xosé à la famille, au point que celle-ci a dû porter plainte pour le récupérer...

En plus de sa santé, sa liberté et sa vie, l'Etat voulait la mort et le corps de Xosé...

Ils ne lui ont jamais pardonné d'avoir écrit le livre «*Huye, hombre, huye*» parce qu'il y cite les noms des tortionnaires, les dates et les lieux des tortures. Il donne aussi un visage et un nom aux rebelles et à la révolte...

Il donne une voix à ceux qui n'en ont pas...

Il décrit avec une précision millimétrique les viscères de la Bête Carcérale...

Un témoignage rempli de sentiments, d'émotions, de pensées et d'événements qu'il a eu la patience et le courage de recueillir et de publier...

Un livre qui a servi à ouvrir les yeux de beaucoup et à lever le voile pour d'autres...

Un livre qui met à nu ce symbole d'une «Justice» sous forme de femme avec une balance et un bandeau sur les yeux..., en réalité une prostituée qui le fait contre de l'argent, sans scrupules, avec ceux qui en ont envie...

Un livre qui est un «*J'accuse*» contemporain, un nous accusons, un nous disons tout ce qui est caché, enfermé, tu, manipulé, nié...

Oui, Xosé... les (proxénètes) de cette Dame avec une balance, un bandeau et une épée ne t'ont pas pardonné d'avoir révélé qu'elle est en fait une prostituée exploitée qui le fait pour de l'argent et pour le pouvoir !...

Nous savons tous que cette "dame" sert les intérêts des puissants, qu'importe qu'ils soient sales et criminels, ou peut-être est-ce même pour cela...

La Justice ! Qu'est-ce que c'est Xosé ?...

Lorsqu'après tant d'années tu as été remis en "liberté", tu as peut-être cru que les gens qui voyaient les choses comme toi auraient dû agir comme tu le pensais...

Mais le je, le tu, le nous et le vous sont bien plus compliqués à conjuguer et à coordonner dans la praxis que dans la théorie, dans l'individu que dans le collectif. C'est une équation Temps-Circonstances...

On dit que qui espère désespère... et tu es sorti rempli d'espoirs et de découragements, de rêves et de cauchemars, d'illusions et de désillusions, de projets...

A la fin, la boule de neige s'est brisée entre tes mains et, avec elle, l'espoir, les rêves, les projets et les illusions... et tu t'es enfermé en toi : seul avec ta solitude, avec les souvenirs et les découragements...

Désespéré et seul... nous t'avons tous laissé seul, Xosé...

Il est impossible de partager ce qui n'a pas été vécu et senti... on ne peut pas socialiser ce qui est individuel, comme on ne peut enseigner ce qu'on ne peut voir ou vivre soi-même. Les mauvaises langues m'ont dit que tu avais trouvé refuge dans l'alcool et les drogues...

D'autres se réfugient dans la lâcheté et la peur, le conformisme et les paroles, qui peut alors critiquer ton refuge ? Je sais ce qui t'es arrivé, mais je sais surtout pourquoi, par la faute de qui... on l'appelle solitude, peur, incommunicabilité, doute...

Une fuite à l'intérieur, dans les profondeurs, en avant...

Un effet "collatéral" de la prison, des tortures et de l'impuissance...

Mais nous sommes tous des fugitifs, Xosé, seulement la majorité des gens ne le sait pas ou ne sait pas pourquoi elle fuit ou ce qu'elle fuit...

Fugitifs de la liberté, de la vie, des engagements...

Paradoxalement, nous qui avons été en prison réussissons avec nos pas, notre cœur, à fuir notre ego pour parvenir au niveau des Idées, des Passions et des Désirs... justement pour ne pas sentir et vivre les murs, les détenus et les matons, nous nous construisons un monde nouveau...

Personne ne nous a jamais dit que derrière les murs, il y a d'autres murs, d'autres prisonniers et d'autres gardiens...

Personne ne nous a précisé que la liberté ne se trouve pas d'un côté ou de l'autre du mur, mais avant tout en notre for intérieur, en nous-mêmes...

Le 24 avril 2000, un colis piégé est envoyé à J.M. Zuloaga, journaliste à *La Razon*, très impliqué dans la rédaction d'articles mensongers. L'action a plus tard été revendiquée par *Los Anarquistas*. Suite à cette revendication, des prisonniers internés à Villanubla ont débuté une grève de promenade en solidarité avec les auteurs du colis. De mai à juillet, d'autres colis ont été expédiés à des journaux réactionnaires. Aucun d'entre eux n'a explosé. Le 9 novembre, deux anarchistes, Eduardo Garcia Macias et Estefania Maurete Diaz, sont arrêtés, accusés d'être impliqués dans la campagne d'envoi de lettres piégées. Des perquisitions ont lieu dans plusieurs villes. Encore une fois les médias ont fait de leur mieux pour corroborer la thèse policière : Eduardo et Estefania auraient formé en compagnie des prisonniers (en isolement !) un groupe armé et auraient préparé ensemble les actions. Estefania est libérée sans qu'aucun chef d'inculpation n'ait été retenu. Eduardo est libéré sous caution mais de nouveau arrêté et enfermé à Soto del Real le 17 novembre suite à la pression des autorités. Membre de l'Anarchist Black Cross, c'était pour la police, toujours en quête d'éléments lui permettant de démontrer l'existence d' «*internationales criminelles*» fantomatiques, une opportunité pour préparer un montage impliquant nombre de personnes et de groupes.

Entre-temps, dans les prisons, un appel à la grève de la faim illimitée se faisait de plus en plus pressant. Un certain nombre de prisonniers avait déjà commencé, comme Laudelino Iglesias et Gabriel Bea Sampedro.

Le 1er décembre 2000, une grève de la faim collective et illimitée a finalement démarré. Elle a duré un mois, 50 prisonniers y ont pris part, tandis que 150 autres l'ont soutenue par des actions. La répression a néanmoins rendu les choses très difficiles et un silence médiatique total a contribué à démoraliser une partie des prisonniers.

Il est clair qu'une telle lutte est longue et dure et que son inscription dans le temps demande beaucoup de détermination, ainsi que l'emploi d'une large série de méthodes d'actions qui laissent place à des initiatives tant individuelles que collectives, en fonction du contexte et des possibilités (de nombreux prisonniers sont par exemple gravement malades et ne peuvent par conséquent pas prendre part à de longues grèves de la faim). Tous les prisonniers peuvent entreprendre des actions, parler de leur propre situation, formuler leurs propres revendications et se joindre au mouvement en ajoutant les 3 revendications principales déjà mentionnées. Début 2001, une quatrième revendication a été ajoutée : la libération de tous les prisonniers ayant effectué 20 ans de détention (selon le Code Pénal espagnol de l'époque, 20 ans est la durée maximale qu'une personne peut passer en prison). Un appel à la tenue d'une petite grève de la faim mensuelle (un week-end) est alors lancé. Au dehors, l'AAPPEL est devenue l'ACOP'S (Assemblée Contre les Prisons), dans une tentative de construire un réseau de soutien aux prisonniers en lutte.

en 1996 du livre de Xosé Tarrío «*Huye hombre huye. Diario de un preso F.I.E.S.*» ainsi que, toujours en 1996, l'arrestation et l'incarcération dans les unités FIES de quelques anarchistes italiens, épisode qui a connu un grand retentissement (voir l'affaire des “quatre de Cordoba” évoquée plus loin dans cette brochure).

Les premières actions coordonnées des prisonniers remontent à 1999 et ont pris la forme de «*txapeos*» (refus de promenade), mais ils se sont aperçus que si la lutte ne s'étendait pas à d'autres prisonniers et à des actions radicales dans la rue, le seul résultat en serait un regain de répression. Au moyen d'actions, de lettres et de communiqués, la lutte de ces anarchistes et rebelles sociaux —les seuls à qui le régime F.I.E.S. est appliqué— s'est élargie vers d'autres détenus et groupes à l'extérieur, comme l'AFAPP (Association des Familles et Amis des Prisonniers Politiques, liée au GRAPO), les Mères Contre la Drogue, l’Association Contre la torture etc. Au bout d'un moment, trois revendications communes sont formulées :

— Abolition du régime F.I.E.S. et de toutes les formes d'isolement
— Arrêt de la dispersion des prisonniers (regroupement familial et/ou affinitaire des prisonniers, arrêt des transferts incessants)
— Libération immédiate de tous les prisonniers malades

C'est pour appuyer ces revendications que se déroule une grève de la faim du 16 au 19 mars 2000 à laquelle, malgré toutes les difficultés, participent quelques 400 détenus dans 21 prisons différentes. Il s'agissait ici d'une action symbolique (4 jours comme les 4 murs d'une cellule), d'un premier test du rapport de force, car il avait semblé que le mouvement de soutien avait grandi d'une façon inespérée au cours des semaines précédentes dans et hors des murs, aussi bien en Espagne qu'à l'étranger.

La création de l'AAPPEL (Assemblée de Soutien aux Personnes Prisonnières En Lutte) à Barcelone a contribué à la diffusion de cette lutte : de l'information a circulé par la radio, des conférences, des manifestations et diverses actions. De telles initiatives ont également vu le jour au Pays Basque et en Galice. A Madrid, un dossier complet sur le FIES a été réalisé et, malgré les divergences entre les groupes, des manifs et des actions ont eu lieu.

Des groupes de soutien se sont également créés en France et en Italie. Des prisonniers se sont là aussi joints à la lutte par des communiqués de soutien ou, surtout en Italie, par des actions.

Pendant les mois qui ont suivi, des actions se sont poursuivies dans les prisons et au dehors. Bien entendu, la réaction de l'Etat ne s'est pas faite trop attendre. Répression à tout crin : transferts en masse, censure, tabassage, tortures..., les communiqués de l'époque des détenus sont alarmants. Il y a eu également quelques morts. Du côté des médias, une campagne de calomnie a commencé : les prisonniers en lutte étaient présentés comme de dangereux criminels, on affirmait qu'ils étaient manipulés par l'ETA, etc.

Comme personne ne pouvait nous convaincre que la fuite est multiple et permanente, qu’il ne suffit pas de sauter un mur, parce qu’il y en a un autre et un autre encore...

Oui, Xosé, il ne s’agissait pas de sauter les murs mais de les abattre... il ne s’agissait pas de s’enfuir (d’une manière ou d’une autre) mais de combattre et de partager les peines et les joies...

Mais tout processus a besoin de temps et d’efforts, de larmes et de sourires, de pauses et de progressions...

Merci Xosé, pour nous avoir enseigné ce qu’est la “Justice” et ce que sont les Prisons... pour avoir ôté le bandeau à l’un et avoir ouvert les yeux aux autres...

Merci d’avoir été mon ami et pour tout ce que je ne pourrai jamais te dire avec des mots... mais que je continuerai à montrer dans les faits.

Mort à l’Etat et vive l’Anarchie !!!

Gabriel Pombo Da Silva,
prison de Aachen, Allemagne,
20 février 2005

Aachen, le 11 mars 2005

ChèrEs compagnonNEs

Bien que je sois soumis à de strictes conditions de détention (23 heures par jour en cellule), la SOLIDARITÉ des amiEs et compagnonNEs traverse les murs, les barreaux, tout le battage et la mise en scène du terrorisme d'Etat, pour parvenir jusqu'à moi. Vos quelques lettres viennent ainsi rompre l'isolement et fondre de votre tendresse subversive et rebelle tout le métal et le ciment dans lesquels ils prétendent me cacher et m'enfermer...

C'est ainsi que j'ai pu avoir quelques infos entre les mains par le biais de mes amies, compagnonNEs et avocats. J'ai donc eu vent de la proposition d'une Semaine de Lutte du 13 au 19 mars soutenue par la CNA [Anarchist Black Cross espagnole] de Compostelle, l'Union libertaire de Ferrol et la F.A.G (Fédération anarchiste de Galice) récemment créée. La CNA de Madrid s'associe à cette initiative (et je suppose qu'entre temps cette proposition aura attiré d'autres associations et groupes qui viendront s'y ajouter).

Je partage l'opinion de la CNA de Madrid qui pense que cette initiative ne doit pas en rester (et donc s'y limiter) aux cas de “suicides” (assassinats légaux ou “règlements de compte”) et aux morts de nos amiEs et compagnonNes en taule. Ces assassinats sont les effets logiques de cette machinerie-système d'exclusion, de torture et de mort qu'on appelle les Institutions Pénitentiaires et les Tribunaux de Justice, “filles” à la solde de l'Etat, lui même créature du Capitalisme vorace et déprédateur...
Lutter avec passion et non par sentimentalisme momentané et baveux. Lutter sans complexe parce que nous sommes ANARCHISTES et que nous voulons un Monde Nouveau qui ne repose pas sur la Domination et le Contrôle, la Misère et l'Exploitation de l'homme par l'homme. Lutter, parce qu'il n'y a rien à perdre et tout à gagner. Lutter avec tous les moyens que nous offrent notre tête et nos bras.

Lutter pour nous qui sommes vivantEs et aussi en hommage à nos mortEs tombés aux griffes de ces prédateurs répugnants. Lutter, non pas lorsqu'ils nous tuent, mais tous les jours, partout, parce que c'est comme ça... N'oublions pas qu'ils sont aussi faits de chair et d'os et que leurs centres/bases de domination ne sont pas sur la Lune mais ici, parmi nous...

Oui, compagnonNes, ils ne sont pas invulnérables, et quand nous comprendrons cette lapalissade, nous commencerons à nous bouger... les assassins et “proto-hommes” et femmes de l'Etat et ses Tentacules commenceront alors à trembler...

sécurité est également assurée par la Guardia Civil, et non par de simples matons. A l’arrivée à Herrera de la Mancha, le détenu est d’abord placé en observation, soit en 1er degré (isolement total). S’il ne s’est pas rendu coupable d’infraction ou de troubles pendant 3 mois, il passe en second degré, où les différences sont minimes («promenade» un peu plus longue avec quelques autres détenus). Si le détenu franchit tous les degrés sans poser de problèmes, il est ensuite transféré vers une autre prison.

Malgré les conditions de détention très pénibles, des révoltes ont éclaté dans ces prisons spéciales. Comme par exemple à Meco (Madrid) au début des années 80, lorsque les prisonniers de l’APRE (Association des Prisonniers en Régime Spécial) se sont soulevés. Cette révolte fut sans merci, les prisonniers refusèrent tout dialogue et une minorité radicale ne voulait qu’une chose : buter des surveillants et des policiers, prendre des armes et se battre jusqu’à la mort. La répression qui s’en est suivie, combinée au fait que l’élan révolutionnaire s’essouflait dans la rue, a eu pour résultat la disparition de luttes dans les prisons pendant une décennie entière.

Au début des années 90, une nouvelle vague de luttes collectives de prisonniers s’est développée. Le 27 juin 1989, une mutinerie a éclate à la prison de Puerto de Santa Maria. Les mutins sont transférés à Herrera de la Mancha et placés en isolement. Au cours de cette même année, les prisonniers politiques des GRAPO (Groupe de Résistance Antifasciste du Premier Octobre) entament une grève de la faim très dure qui durera 435 jours et en laissera beaucoup avec de graves séquelles. Le 14 février 1990, des détenus ont pris des surveillants en otage à la prison de Alcalo-Meco. Ils exigeaient la libération de Juan Redondo Fernandez et des prisonniers de Herrera de la Mancha. En mars, des révoltes éclatent à Daroca, Nanclares de la Oca, Caceres 2, Alcala-Meco et Fontcalent. En octobre de la même année se forme l’APRE(r), c’est-à-dire l’APRE reconstituée. En mars 1991, une mutinerie a de nouveau éclaté à Herrera de la Mancha, soutenue par l’APRE(r) et suivie par une autre révolte le 11 juillet 1991.

En réponse à ces mouvements, l’Etat a ouvert les FIES. Les membres les plus actifs de l’APRE ont été enfermés sous ce régime. Et aujourd’hui, beaucoup des détenus qui s’insurgent sont enfermés pour 10, 15 voir 20 années dans les cachots les plus sombres du système carcéral espagnol.

FIES en Lucha

La lutte contre le FIES a commencé dès la mise en fonction de ce régime, individuellement ou par petits groupes, par des initiatives légales ou illégales. Mais c'est assez récemment qu'un grand nombre de détenus classés FIES ont ressenti le besoin de se coordonner. Ils ont commencé à s'organiser en envoyant des lettres à d'autres prisonniers et à des groupes de soutien dehors.

Une chose qui a également contribué à une plus grosse prise de conscience et combativité, et qui mérite certainement d'être soulignée, a été la publication

Historique de la lutte dans les prisons en Espagne

Une recrudescence des luttes sociales et révolutionnaires a eu lieu dans l'ensemble de l'Europe à la fin des années 60 et au début des années 70. L'Espagne en a également été le théâtre. Grèves, occupations d'usines et formation de conseils ouvriers indépendants («les assemblées») allaient de pair avec un renouveau de la lutte armée, comme la pratiquaient le MIL et les Groupes Autonomes. La transition démocratique au milieu des années 70 n'a pas changé grand chose sur ce point : la répression restait très dure et les prisons restaient surpeuplées. La lutte pour la liberté des prisonniers politiques s'est vite transformée en une lutte pour la libération de tous les prisonniers et pour la destruction de toutes les prisons.

En janvier 1977, par l'intermédiaire du «*Manifeste des prisonniers de droit commun de Carabanchel*», les détenus sociaux se sont greffés à cette lutte. Une révolte s'est déchaînée dans les prisons de tout le pays avec pas moins de 35 mutineries et de nombreuses actions de protestation. Les prisonniers ont organisé la lutte au sein d'assemblées générales dans les taules et, en février 1977, est née la COPEL (Coordination des Prisonniers En Lutte). Suite au transfert d'une centaine de jeunes vers une maison de correction et la blessure de trois détenus à coups de couteau, une mutinerie sanglante éclate, 26 prisonniers s'ouvrent l'estomac lors de l'assaut policier, d'autres ingurgitent divers objets. L'un des détenus transporté à l'hôpital réussit à s'échapper. Dans les couloirs de la prison, l'un des blessés écrit le mot COPEL sur un mur... Le lendemain, 98 détenus sont transférés vers différents établissements et 40 automutilés sont enfermés en cellule disciplinaire. A partir de ce moment et jusqu'en 1979, la résistance a continué, prenant la forme de grèves de la faim, de grèves du travail, etc. sans interruption dans tous le pays. Les revendications de la COPEL comprennent l'amélioration des conditions de détention, l'amnistie pour tous les «*prisonniers sociaux*» et la rupture avec les structures héritées du franquisme.

La réponse de l'Etat a, comme d'habitude, été double : négociations d'un côté, répression de l'autre. C'est ainsi que la COPEL a été infiltrée et ses principaux membres éliminés. Beaucoup d'entre eux ont été emmurés dans la nouvelle prison spéciale de Herrera de la Mancha. Elle a été la première d'une série de prisons construites pour observer de près les détenus, les trier et les isoler, où les violences physiques et psychologiques sont systématiquement appliquées, et où l'on entrevoit les premières caractéristiques d'une prison dans la prison, qui deviendra plus tard le FIES. Selon les propres mots du directeur général de l'administration pénitentiaire de l'époque, Carlos Garcia Valdès, on enferme dans cette prison les détenus «*inadaptés*» ou les détenus considérés comme les plus dangereux. Sa

La CNA de Madrid dit dans son communiqué (en réponse à la proposition initiale) que la réponse ne se faire ni seulement à l'échelle locale (la Galice ?), ni être partielle (protester seulement contre la mort de X.Tarrío, Paco Ortiz etc. (1)). Je suis d'accord avec ça et je pense que la réponse ne devrait pas se limiter au territoire Ibérique...Avez-vous contacté et fait la même proposition à la CNA-ABC d'Italie, de France, de Belgique, d'Hollande et d'Allemagne-Angleterre. Au delà des Pyrénées, il y a aussi des anarchistes, compagnonNEs !! Il y en a aussi en Suisse, en Pologne, en Tchéquie, en Russie... en Grèce.

Et nos frères et sœurs de l'autre côté de l'Atlantique ?
Je pense de plus que la SOLIDARITE ne doit pas aller dans une seule direction et se faire sur un seul sujet.
Samedi 26 février, des centaines de compagnonNEs de France, d'Allemagne, de Belgique et de Suisse ont réussi à se rassembler devant trois prisons françaises pour demander la libération des trois activistes d'Action Directe (A.D.) Jean-Marc Rouillan, Georges Cipriani et Nathalie Menigon. On peut voir sur les photos, outre celles de la CNT (France), des banderoles communistes. Mais on voit surtout des gens solidaires au-delà des drapeaux.

Je veux dire par là que la SOLIDARITE devrait être discutée entre Rebelles et Révolutionnaires sans que nous importent les frontières et les drapeaux qui symbolisent nos IDEES respectives ...
Cela aurait été bien que la Péninsule soit SOLIDAIRE de cette initiative ...Nous aurions au moins pu faire des rassemblements face aux ambassades Françaises sur "notre territoire" (2).

C'est un fait que la Répression touche chaque fois un nombre de compagnonNEs plus élevé et que nous devrions chercher des complicités dans toutes les directions. Je trouve très important qu'il existe une vraie relation inter-individuelle (qui ne passe par seulement à travers le papier et les "e-mails") entre rebelles et révolutionnaires dans ce qu'ils appellent «Europe» ... élargir nos vues, nos idées, nos pratiques et nos moyens... échanger des expériences, des projets et renforcer les liens de Solidarité.

La question de nos luttes ne devrait pas rester subordonnée au victimisme et au martyrisme "processionnel" mais plutôt être liées à un ANARCHISME énergique et combatif ...Ce n'est que par une attitude ferme et convaincue que nous pourrons étendre le feu Prométhéen de la Révolte.

Pour finir, je veux envoyer une forte accolade à ces complices dans la «*CONSPIRACION*» insurrectionnelle... au «*Contenurbio de Monstruos*» au «*Gremio*

Molotov», à «*l@s Iconoclast@s*» et à «*l@s Luddist@s*», à celles et ceux qui résistent et luttent dans le monde entier.

Salut CompagnonNEs et Vive l'Anarchie !!

Gabriel

PS aux autorités de l'Etat espagnol : Vous allez devoir attendre votre tour pour subir notre bout de vengeance, parce que pour le moment j'ai du boulot en Allemagne

NdT :
1 Paco Ortiz Jimenez est mort le 19 juillet 2003 dans le FIES de Badajoz. Xosé Tarrío Gonzales est mort le 2 janvier 2005 en prison. Ces deux anarchistes luttaient chacun depuis plus de 15 ans dans les FIES espagnols.
2 Ceci s'est fait dans différentes villes d'Espagne comme Barcelone, Valence et Madrid.

LA LUTTE CONTRE LE FIES EN ESPAGNE



Dans l'acte d'inculpation du procureur il est écrit que « *tous les accusé-e-s ont utilisé leur droit de ne rien déclarer* », que « *les contacts entre les accusé-e-s se sont créés grâce à des connaissances communes au sein de la mouvance d'extrême gauche et par l'intermédiaire d'Internet* ». Plus loin : « *Les accusés Gabriel Pombo Da Silva et José Luis Fernandez Delgado se décrivent eux-mêmes comme anarchistes et ont eu des contacts intensifs avec des personnes idéologiquement proches d'eux au cours de la période précédant leur détention préventive. Bart De Geeter doit être compté dans ce groupe de personnes* »...

Pour écrire aux compagnons

Soit directement :

Bart De Geeter
JVA Düsseldorf
Ulmenstasse 95
40476 Düsseldorf
Allemagne

José Fernandez Delgado
JVA Bielefeld-Brackwede I
Umlostraße 100
33649 Bielefeld
Allemagne

Gabriel Pombo da Silva
JVA Aachen
Krefelder Strasse 251
52070 Aachen
Allemagne

Soit en envoyant votre lettre à l'administration concernée par laquelle passe tout leur courrier :

Nom du prisonnier
AZ: 52 KS 22-04
Landgericht Aachen
postfach
52034 Aachen

Vous pouvez verser un soutien financier sur le compte de l'Anarchist Black Cross-Gent :

001 - 3364945 - 91
IBAN: BE23 001336494591
BIC: GEBABEBB

Des comptes-rendus réguliers du procès et d'autres textes sont publiés en plusieurs langues sur le site : http://escapeintorebellion.info

On peut aussi être tenu à jour en consultant le site de l'ABC-Gand, notamment en cas de changements d'adresse des prisonniers : http://geocities.com/abc_gent/

Une lettre de Bart De Geeter

Düsseldorf, 26.11.2004

Ce qui est vivant bouscule
tout pour vivre et crée, pour vivre,
ses propres lois, c'est irrésistible.
-Antoine de Saint-Exupéry-

Des camarades m'ont demandé d'écrire quelque chose sur moi. Je ne suis pas du genre à écrire beaucoup. Mais bon, étant isolé de toute interaction, de toute intégrité humaine, de nombreuses réflexions me viennent à l'esprit.

Je suis donc un anarchiste de 26 ans, je suis porteur de ces idées depuis environ 3-4 ans et vis une sorte de symbiose avec elles, la réalité servant de sol nourricier. Elles me façonnent de la même façon que je les façonne en fonction de ma personnalité et de mes expériences. Ainsi la nature de notre relation est passée de la simple connaissance à la passion, accompagnée de querelles et de doutes quotidiens au gré des conflits que nous cherchons avec l'existence qu'ils nous imposent.

L'anarchie est devenue une nécessité pour l'existence. J'ai goûté à la liberté aussi bien en tant qu'individu que collectivement, dégagé de l'abstraction routinière de l'existence capitaliste. J'en ai gardé le goût à la bouche et tout le reste ne m'inspire que du dégoût.

Nous circulons chaque jour dans une nasse de rapports de pouvoir, une " matrix " qui nous impose un rôle dénué de toute importance par rapport à la singularité de notre personnalité et de nos désirs. Nous devons diviser notre journée entre une économie à bout de souffle et une bureaucratie emmêlée sur elle-même, pour finalement nous faire oublier toute propension à la spontanéité. Nous allons chez le docteur, le psychiatre pour des problèmes de drogues, de dépression... pour nous trouver de nouveau dans une cave avec la corde au cou. «*Mais pourquoi donc ?*», se demande le zappeur convulsé.

Tout lieu et moment pour la collectivité nous sont confisqués. Nous sommes pourtant devenus plus libres, non ?... Nos démocraties vertueuses nous donnent tous les jours des coups de pieds sous la ceinture mais même cela nous ne le sentons plus. Toutes velléités singulières ou sentiments d'amour propre se diluent dans le “bien-être commun”. Chacun-e apporte sa pierre à l'édifice pour gagner honnête-

ment son pain, c'est-à-dire courbe l'échine pour maintenir les privilèges de la bourgeoisie. Aveuglés par une fausse éthique du travail, nous nous égarons à l'intérieur de nos propres vies. Nous ne remarquons même plus que le monde est en train de brûler. Nous nous sommes tant perdus dans notre propre reflet que la guerre sociale a perdu pour nous toute signification.

C'est justement là que commence notre combat, nous débarrasser du désespoir moderne qui nous fait couler. Reconnaître notre propre lutte comme individu et par cette lutte trouver des complices, pour ainsi découvrir notre force collectivement.

Le plus déplorable —et j'en reviens à ma propre histoire— est que j'ai également vu cet abattement chez les anarchistes au fil des années, et qu'il est vraiment contagieux. Il n'y a qu'à voir comme ils remâchent les vieilles formules et les traditions gauchistes. Sur la combativité de la “gauche”, nous n'avons pas besoin d'en dire beaucoup. Elle est devenue un prélude, une partie prenante de ce système à laquelle la démocratie renvoie pour démontrer sa tolérance. Apparemment, d'autres se perdent parce qu'ils ne parviennent pas à organiser les masses, clin d'œil grimaçant aux communistes autoritaires et aux réformistes.
Nous savons que la réalité est pourrie. Mais nous ne pouvons pas nous laisser prendre au piège. Nous savons que nous sommes une petite minorité... Notre manque d'efficacité n'est pas une raison pour détourner notre regard de la lumière à l'horizon, c'est tout au plus une raison pour rester très critique et pour lutter davantage. L' “espoir” est en nous et dans notre combat. Attendre dans l'espérance n'est qu'un réflexe chrétien qui nous fait tomber dans l'impuissance. Le conflit est permanent et restera une constante. Ne serait-ce que pour préserver notre dignité. C'est ce que m'ont appris l'anarchisme et la réalité.

Maintenant, aux mains de l'ennemi, je vois pour la première fois l'intérieur de l'appareil répressif. On m'avait appris que la prison est le reflet de la société. S'il en est ainsi, alors c'est parfois bien triste. J'ai déjà écrit à certains avoir l'impression d'être ici de retour à l'école à cause de la mentalité mesquine et de la routine imposée. Hmm, cela en dit-il un peu plus sur le système scolaire ou sur les prisons...

Si on contemple cette situation comme des pigeons sur un toit, elle est absurde. Je reviens d'une petite heure de promenade et mon chien de garde se tient prêt devant la porte ouverte. Il dit « *Tschüss* », parfois même de manière amicale, et m'enferme pendant 23 heures... La bonne éducation démocratique. Ouais, sûr, c'est un boulot comme un autre. Suivre les règles, quelles qu'elles soient. Si demain ils doivent me frapper, ils n'auront pas non plus beaucoup de scrupules à le faire. Voici de nouveau l'éthique du travail dominante... Après tout, je suis le prisonnier ici. Maintenant, j'entends les surveillants chanter à longueur de temps

dans les couloirs : « *Ja, er lebt noch, er lebt noch* » (1). Et je pense aux annonces des suicides qui font ici régulièrement l'objet des conversations du jour. Le cynisme et le fatalisme tapissent les couloirs... Mais ils ne font que renforcer mes convictions.

La prison fera toujours partie de l'expérience d'un anarchiste et du mouvement anarchiste. Si nous ne lui accordons pas une place claire dans nos actions et organisations, nous sommes voués à “lutter” dans l'illusion et à vivre en trahissant nos idées.

OK, je veux finir en disant que si tu ne trouves pas en toi la nécessité de lutter, arrête d'en parler. L'anarchisme ne deviendrait qu'une abstraction. Il dépérirait en un spectacle de mode pour les uns ou dans un état d'esprit avant-gardiste pour les autres. La solidarité révolutionnaire, le tissu conjonctif de notre lutte, ne vit que dans la reconnaissance de notre propre lutte dans celle des autres, puis de là dans l'action qui en découle. Le reste n'est que bavardage bourgeois.

Je profite ici de l'opportunité pour saluer mes trois camarades par une accolade chaleureuse. Jusqu'au théâtre judiciaire. J'attends avec impatience de vous revoir. Le simple fait d'y penser apporte un sourire sur mon visage.

Je veux également souhaiter beaucoup de courage à tous les autres, qui luttent contre l'isolement des prisons ou qui sont enfermés du fait de leur rébellion contre toute les formes de pouvoir et de manipulation.
Que nous poussions comme des mauvaises herbes à travers leurs constructions bétonnées.

Encore une accolade chaleureuse à tou-te-s ceux/celles qui sont avec moi.
Mon cœur est avec vous.
Pour l'anarchie et la fin de ce spectacle.

Bart

(1) « *Eh oui, il vit encore, il vit encore* »